



CAT-114
2026-05-26
B. Venon

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2026-2027

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE
L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES
MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

Avril 2026

Étude des crédits 2026-2027
Demande de renseignements généraux

# demande 2026-2027	Nom de la demande 2026-2027
G01	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2025-2026 :</p> <p>a) les endroits et dates de départ et de retour ; b) la copie des programmes et rapports de mission ; c) les personnes rencontrées ; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ; e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ; f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.</p>
G02	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h) si l'événement s'est tenu virtuellement;</p> <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <p>i) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. o) si l'événement s'est tenu virtuellement.</p>
G03	<p>La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement ; b) le but recherché par chaque dépense ; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</p> <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <p>d) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 ; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu ; h) le but visé par chaque dépense ; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</p>
G04	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant :</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p> <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>

Étude des crédits 2026-2027
Demande de renseignements généraux

# demande 2026-2027	Nom de la demande 2026-2027
G05	<p>Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <p>a) le nom du projet ; b) la nature du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : -la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique- cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.</p>
G06	<p>Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :</p> <p>a) les coûts estimés par année ; b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.</p>
G07	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :</p> <p>a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.</p>
G08	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <p>a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents; f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.</p>
G09a	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 :</p> <p>a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;</p>

Étude des crédits 2026-2027
Demande de renseignements généraux

# demande 2026-2027	Nom de la demande 2026-2027
G09b	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
G09c	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
G09d	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
G09e	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
G09f	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
G09g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
G09h	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
G09i	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
G09j	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
G09k	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
G09l	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
G10	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Étude des crédits 2026-2027
Demande de renseignements généraux

# demande 2026-2027	Nom de la demande 2026-2027
G11	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2025-2026, fournir : a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
G12	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
G13	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2025-2026, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2025-2026; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
G14	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2026-2027.
G15	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2026-2027.
G16	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2025-2026, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2026-2027.
G17	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Étude des crédits 2026-2027
Demande de renseignements généraux

# demande 2026-2027	Nom de la demande 2026-2027
G18	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.
G19	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
G20	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois; g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site.
G21	Pour 2025-2026, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
G22	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2025-2026 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) l'objet; g) les dates.
G23	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
G24	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.
G25	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.
G26	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et 2027-2028, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
G27	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
G28	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
G29	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Étude des crédits 2026-2027
Demande de renseignements généraux

# demande 2026-2027	Nom de la demande 2026-2027
G30	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2025-2026 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2026-2027. Pour chacun de ces programmes existants en 2025-2026, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
G31	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
G32	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
G33	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6- 79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
G34	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
G35	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027;
G36	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.
G37	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
G38	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2025-2026 : a) les sommes dépensées; b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
G39	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.
G40	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
G41	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
G42	Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant : a) Les dates; b) L'endroit précis; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)
G43	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectuées; c) Rémunération totale déboursée.
G44	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Étude des crédits 2026-2027
Demande de renseignements généraux

# demande 2026-2027	Nom de la demande 2026-2027
G45	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.
G46	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.
G47	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
G48	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
G49	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
G50	<p>Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer :</p> <p>a) le nombre d'employé·es recruté·es à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres) ;</p> <p>b) le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés ;</p> <p>c) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement) ;</p> <p>d) le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger ;</p> <p>e) les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire ;</p> <p>f) le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger ;</p> <p>g) toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international ;</p> <p>h) les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'œuvre locale.</p>
G51	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-1	G14c	N/A	G16b	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9c.
NRG-2	G14f	N/A	G16e	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9e.
NRG-3	G15a	N/A	G17a	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.
NRG-4	G15c	N/A	G17d	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-5	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 10.
NRG-6	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 11.
NRG-7	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 12.
NRG-8	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 29.
NRG-9	G51	N/A	N/A	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date ; b) la nature ; c) les questions posées ; d) les réponses ; e) la firme retenue ; f) les coûts.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-10	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-11	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-12	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-13	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 ou ayant cours en 2025-2026 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-14	G72	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2025-2026; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-15	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.
NRG-16	N/A	G07	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-17	N/A	G08	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-18	N/A	G09	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-19	N/A	G16	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-20	N/A	G18	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 10.
NRG-22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 30.
NRG-23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRG-24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3.
NRG-25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-26	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2025-2026 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-27	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2026-2027, par mission.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRG-28	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2025-2026, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-29	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des systèmes d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NRG-30	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds vert.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-31	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-32	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-33	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NRG-34	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-35	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-36	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-37	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-38	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-39	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-40	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-41	G56c	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-42	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NRG-43	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-44	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-45	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NRG-46	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-47	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-48	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NRG-49	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-50	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-51	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-52	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NRG-53	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
NRG-54	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-55	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NRG-56	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-57	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
NRG-58	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-59	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-60	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-61	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-62	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-63	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-64	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-65	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-66	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NRG-67	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-68	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-69	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NRG-70	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-71	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-72	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-73	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NRG-74	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-75	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-76	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-77	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-78	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit.
NRG-79	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-80	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NRG-81	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-82	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-83	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-84	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-85	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024-2029 – La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-86	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NRG-87	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NRG-88	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-89	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-90	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-91	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-92	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-93	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-94	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-95	N/A	G05	N/A	Réclamations CNESST	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : <ul style="list-style-type: none"> • le nombre de réclamations acceptées par la CNESST pour lésion professionnelles ; • le nombre d'employé-es concerné-es ; • Le nombre total de jours d'absence indemnisés ; • les coûts assumés par l'employeur (remplacement, maintien du salaire, cotisations, etc.) ; • la ventilation des données selon : <ul style="list-style-type: none"> - la catégorie d'emploi (personnel de soutien, technique, professionnel, cadre, autre) ; - le sexe ; - le statut d'emploi (temps plein, temps partiel, occasionnel) ; - la région administrative - la nature des lésions reconnues (physiques, psychologiques, harcèlement, violence au travail, surcharge ou épuisement professionnel, autres) 	Question particulière à poser à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail.
NRG-96	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-97	N/A	G13	N/A	Budget analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NRG-98	N/A	G15	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-99	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-100	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-101	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-102	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2025-2026, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-103	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-104	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-105	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-106	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2025-2026 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-107	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-108	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veuillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-109	N/A	G06	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-110	N/A	N/A	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-111	N/A	G14	N/A	Nb. analyse différenciée selon les sexes	Fournir le nombre d'analyse différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2025-2026 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2025-2026, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-118	G02	N/A	G02	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2025-2026 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17). Inscrire le lien Internet.
NRG-119	G03	N/A	G03	Publicité, articles promotionnels et commandites	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2025-2026, et les prévisions pour 2026-2027; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie; g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de chaque ministère. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré. Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
NRG-120	G07	N/A	G10	Appels d'offres publics	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.gouv.qc.ca .
NRG-121	G08	N/A	G12	Consultants externes	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ; c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ; e) une description de son mandat ; f) la date de début de son contrat ; g) la date prévue de fin de son contrat ; h) sa rémunération annuelle.	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de chaque ministère.
NRG-122	G14i	N/A	G16h	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 ^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-123	G14o	N/A	N/A	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-124	G14q	N/A	N/A	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-125	G14r	N/A	N/A	Postes vacants - gel de recrutement	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-126	G15b	N/A	G17b	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-127	G23	N/A	G21	Budget discrétionnaire	Liste des sommes d'argent versées en 2025-2026, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du <i>Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels</i> (art. 4 paragraphe 26). Inscrire le lien Internet.
NRG-128	G35	N/A	G38	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2026-2027.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-129	G39	N/A	N/A	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.	En 2025-2026, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.
NRG-130	G46	N/A	N/A	Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.	Les informations en réponse à cette question sont disponibles dans le plan des investissements et des dépenses en ressources informationnelles disponible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor dans la rubrique "Budget de dépenses".

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-131	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de chaque ministère. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré. Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
NRG-132	G54	N/A	N/A	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2025-2026; b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2025-2026 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.	L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation .
NRG-133	G56pp	N/A	N/A	Rapport CSDEPJ	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	Aucun coût pour l'année demandée. La Commission a conclu ses travaux avec le dépôt de son rapport final le 3 mai 2021, lequel est disponible en ligne à l'adresse suivante: https://www.csdepj.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport_final_3_mai_2021/2021_CSDEPJ_Rapport_version_finale_numerique.pdf .
NRG-134	G56III	N/A	N/A	Autre plan d'action ministériel ou interministériel	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.	L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.
NRG-135	G57	N/A	N/A	Mesures de télétravail/travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2025-2026, au sein du ministère ou de l'organisme : a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail, mise à jour en janvier 2026, qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf .
NRG-136	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-137	G66	N/A	N/A	Formations	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2025-2026. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). Inscire le lien Internet.
NRG-138	G70	N/A	N/A	Incidents de sécurité de l'information	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.	En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont protégés au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-139	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-140	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-141	N/A	G04	N/A	Nombre de postes non pourvus gel de recrutement	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1 ^{er} novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-142	N/A	G17	N/A	Contrats conclus de gré à gré Proportion et nombre	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Inscrive le lien Internet.
NRG-143	N/A	G24	N/A	Contrats sous-traitance	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Inscrive le lien Internet.
NRG-144	N/A	G26	N/A	Services tarifés	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-145	N/A	G33	N/A	Sommes versées dommages exemplaires	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.	L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante : https://soquij.qc.ca/a/fr .
NRG-146	N/A	G34	N/A	Incidents de cybersécurité	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : <ul style="list-style-type: none"> • le nombre d'incidents de cybersécurité signalés (tentatives d'hameçonnage, rançongiciels, intrusions, pertes ou exfiltration de données, etc.) • le nombre d'incidents ayant mené à une atteinte confirmée à la confidentialité, à l'intégrité ou à la disponibilité des systèmes ; • les coûts directs et indirects associés à ces incidents (enquête, restauration des systèmes, services professionnels, indemnisations, etc.) ; • les sommes investies annuellement en cybersécurité (prévention, infrastructure, formation, audits, tests d'intrusion) ; • le nombre d'employé-es ayant reçu une formation en cybersécurité et en protection des renseignements personnels ; • la proportion des systèmes ou infrastructures numériques hébergés à l'interne, auprès d'organismes publics québécois ou auprès de fournisseurs privés ; • l'existence d'audits indépendants ou d'évaluations de risques réalisés au cours de cette période, ainsi que leurs principales conclusions ; • les mesures mises en place pour assurer la souveraineté et la protection des données sensibles. 	En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont protégés au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-147	N/A	G35	N/A	Projets numériques	<p>Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> le nombre total de projets numériques en cours le nombre de projets numériques complétés au cours de cette période le nombre de projets ayant subi un dépassement de coûts, en précisant le budget initial, le budget révisé et le coût final le nombre de projets ayant subi un retard, en précisant l'échéancier initial et l'échéancier révisé la valeur totale des investissements engagés pour les projets numériques en cours ; la liste des projets dont la valeur excède 5 M\$, en précisant pour chacun l'objet du projet, l'état d'avancement et les principaux fournisseurs impliqués ; le nombre de projets ayant fait l'objet d'un audit, d'un examen indépendant ou d'une révision par le Vérificateur général ou un organisme de contrôle ; les mécanismes de gestion des risques mis en place pour prévenir les dépassements de coûts et les défaillances technologiques ; le nombre d'incidents de cybersécurité ayant affecté des projets numériques en développement ou récemment déployés ; les mesures prises pour assurer la protection des données et la résilience des systèmes dans le cadre de ces projets. 	<p>L'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca. Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles (décret 1159-2022 et arrêté ministériel 2022-03 du 23 juin du ministre de la Cybersécurité et du Numérique)</p>
NRG-148	N/A	N/A	G16I	Postes par catégorie d'emploi	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);</p>	<p>Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.</p>
NRG-149	N/A	N/A	G08	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2025-2026 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <ol style="list-style-type: none"> le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; le montant accordé; les motifs de la demande; 	<p>L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://seao.gouv.qc.ca.</p>
NRG-150	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	<p>Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.</p>	<p>Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.</p>
NRG-151	N/A	N/A	G33	Demandes d'accès à l'information	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2025-2026 :</p> <ol style="list-style-type: none"> le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours. 	<p>L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.</p>
NRG-152	N/A	N/A	G44	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	<p>Pour 2025-2026, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :</p> <ol style="list-style-type: none"> fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; fournir la liste des salaires versés. 	<p>Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.</p>

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2025-2026 :
 - a) les endroits et dates de départ et de retour ;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission ;
 - c) les personnes rencontrées ;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
 - f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
-

Aucun voyage hors Québec n'a été fait par le Tribunal administratif du logement durant la période 2025-2026.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/depensesDuTal.asp>

2. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le cabinet ministériel:

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) Sans objet
- f) Sans objet
- g) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- h) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) Sans objet
- j) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- k) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- l) Sans objet
- m) Sans objet
- n) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- o) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

3. La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) Sans objet
- e) Sans objet
- f) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits
- g) Sans objet
- h) Sans objet
- i) Sans objet

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/transparent.asp>.

4. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2025-2026 en indiquant:
- les noms du professionnel ou de la firme;
 - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - la date d'octroi du contrat;
 - le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - l'échéancier;
 - dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU LOGEMENT

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ (2025-2026)

Fournisseurs	Objet du contrat	Nature du contrat¹	Montant
1commande inc	Fournitures	AOP	7 863,05 \$
9332-3947 Québec inc. (Plaza Universel)	Location de salle	GG	6 050,00 \$
9476-6227 Québec inc.	Courrier messagerie	GG	3 537,00 \$
Adobe	Licence informatique	GG	1 334,67 \$
Ameublements Tanguay	Équipement de cuisine	GG	2 129,94 \$
Apple Canada inc.	Équipement informatique	GG	4 495,00 \$
AVShop.ca	Fournitures	GG	1 449,95 \$
Beauvais Truchon, s.e.n.c.r.l.	Avocat	Honoraires tarifés	6 850,20 \$
Bell Canada	Service professionnel	GG	23 380,84 \$
BCF s.e.n.c.r.l.	Avocat	Honoraires tarifés	5 660,10 \$
Best Buy Canada Ltd	Équipement informatique	GG	5 289,22 \$
Boisjoly, Bédard & associés inc.	Transcription	GG	1 127,00 \$
Cablevision	Service de connexion internet	GG	2 622,18 \$
CDW Canada corp.	Fournitures	GG	13 220,13 \$
Centre de congrès de Saint-Hyacinthe (9343-0114 Québec inc.)	Location de salle	GG	3 991,00 \$
Charter Telecom inc.	Équipement informatique	AOI	18 055,85 \$

Fournisseurs	Objet du contrat	Nature du contrat ¹	Montant
Chatbase	Licence	GG	4 984,11 \$
Comfort Inn & Suites Saint-Jérôme	Location de salle	GG	14 680,00 \$
Complexe 1425 RLO S.E.C	Service professionnel	GG	1 054,70 \$
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	Location de salle	GG	5 120,00 \$
Déménagement Performance	Transport de mobilier	AOP	8 715,75 \$
Déménagement E. Doré ltée, Les	Transport de mobilier	AOP	2 579,70 \$
Dévolutions inc.	Licence informatique	GG	1 019,80 \$
Distribution Momentum 2000 inc.	Entretien d'équipement	GG	13 750,25 \$
Druide Informatique inc.	Licence informatique	AOI	1 440,00 \$
Duval, L'Espérance, Kpanake, huissiers de justice inc.	Huissier	Honoraires tarifés	1 376,78 \$
Éco Entreprises Québec	Contribution annuelle	GG	11 570,00 \$
Électronique Microtech Canada inc.	Système de gestion d'aire d'attente	GG	6 813,00 \$
Enveloppe Laurentide inc.	Fournitures	GG	17 157,60 \$
Enviro Connexions	Collecte des déchets	GG	2 099,88 \$
ESI Technologies de l'information inc.	Licence informatique	GG	23 531,88 \$
Évaluation Personnel Sélection International inc.	Développement de tests de recrutement	GG	2 900,00 \$
Fortra Terranova Sécurité	Abonnement	GG	4 583,60 \$
Foxit Software inc.	Licence informatique	GG	18 322,40 \$
Gagné Letarte s.e.n.c.r.l.	Avocat	Honoraires tarifés	14 104,10 \$
Grand times hôtel Laval	Location de salle	GG	1 700,15 \$
Groupe Magnitude inc.	Fournitures	GG	14 462,42 \$
Hewlett Packard Enterprise Canada Cie	Fournitures	GG	5 763,00 \$
Holiday Inn Longueuil	Location de salle	GG	2 975,00 \$
Hôtel Alt Quartier Dix30	Location de salle	GG	18 929,00 \$
Hôtel et suites Le Dauphin Drummondville	Location de salle	GG	5 145,00 \$

Fournisseurs	Objet du contrat	Nature du contrat ¹	Montant
Hôtel MOCO	Location de salle	GG	7 000,00 \$
Interprétation signes et paroles inc.	Service d'interprétation	GG	5 262,40 \$
Jacques Forest, Psychologie organisationnelle	Service professionnel	GG	4 000,00 \$
Jean, Daniel (huissier de justice)	Huissier	Honoraires tarifés	2 776,21 \$
Langlois avocats, s.e.n.c.r.l.	Avocat	Honoraires tarifés	4 680,00 \$
Laval Comfort Inn	Location de salle	GG	3 517,50 \$
Lexisnexis Canada inc.	Fournitures	GG	3 610,88 \$
Librairie Wilson & Lafleur inc.	Abonnement	GG	7 144,85 \$
Likuid Communication	Service professionnel	GG	7 188,00 \$
Ni produits inc.	Fournitures	GG	3 408,00 \$
Northern Micro	Équipement informatique	GG	1 296,57 \$
Paquette & associés, huissiers de Justice s.en.c.r.l.	Huissier	Honoraires tarifés	1 204,26 \$
PC-Canada.com	Équipement informatique	GG	1 102,10 \$
PDQ.COM corporation	Licence informatique	GG	1 779,42 \$
Pharmacie Souad Khouri inc.	Envois postaux	GG	2 547,45 \$
Picard Poitras Gervais Avocats s.e.n.c.	Avocat	Honoraires tarifés	2 182,00 \$
Prévention-Incendie Safety First inc.	Entretien d'équipement	GG	2 040,19 \$
PrintersPlus Ltd.	Fournitures	GG	3 404,55 \$
Propriétés Fairway, Les	Service professionnel	GG	1 065,25 \$
PSP Légal Île-des-sœurs inc.	Avocat	Honoraires tarifés	7 042,70 \$
Publication Mass-média inc. (Le courrier parlementaire)	Presse électronique	GG	2 450,00 \$
Quality Hôtel Saint-Jean-sur-Richelieu	Location de salle	GG	11 640,00 \$
Quality Inn Rouyn-Noranda	Location de salle	GG	1 160,73 \$
Rouge Vin inc., Le	Location de salle	GG	1 400,00 \$
SAS Institute [Canada] inc.	Licence informatique	AOI	15 434,30 \$

Fournisseurs	Objet du contrat	Nature du contrat ¹	Montant
Sauvé et associés huissiers de justice inc.	Huissier	Honoraires tarifés	1 147,58 \$
Sécurité Akua	Agent de sécurité	GG	3 314,19 \$
Sécurité B.S.L. Itée	Agent de sécurité	GG	11 840,71 \$
Sécurité Xguard	Agent de sécurité	GG	3 823,75 \$
Serrumax inc.	Service professionnel	GG	1 283,00 \$
Service d'installation Castonguay (9457-0033 Québec inc.)	Service professionnel	GG	2 350,00 \$
Service d'Interprétation Visuelle et Tactile du Montréal-Métropolitain	Service d'interprétation	GG	4 100,00 \$
Services de Sécurité Spécialisée S3-K9 inc.	Agent de sécurité	GG	6 018,96 \$
Shopper + inc.	Fournitures	GG	3 438,98 \$
Solotech inc.	Équipement informatique	GG	24 470,14 \$
Solutions P.F.T. inc.	Fournitures	GG	7 091,76 \$
Son-Image-Systèmes pour la Communications Siscom inc.	Service professionnel	GG	1 065,00 \$
Staples Business Advantage	Fournitures	GG	4 678,54 \$
Sténoexpress (9296-1341 Québec inc.)	Transcription	GG	8 576,10 \$
Tandem Graphique (Tandem Grafik)	Fournitures	GG	2 204,05 \$
Team Viewer GmbH	Licence informatique	GG	3 670,45 \$
Telus Communications inc.	Service de téléphonie mobile	AOP	10 834,31 \$
Thomson Reuters Canada	Ouvrages de référence	GG	15 627,37 \$
Uline Canada Corporation	Fournitures	GG	2 938,91 \$
Vidéotron Itée	Service de connexion internet	GG	4 802,00 \$
Ville de Matane	Location de salle	GG	1 304,64 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	Location de salle	GG	17 380,98 \$
Vitrierie A.B.G. inc.	Vitrier	GG	2 815,00 \$
Vitrierie Claude Itée	Vitrier	GG	1 135,23 \$
Vitrierie Ménard inc.	Vitrier	GG	1 507,95 \$

Fournisseurs	Objet du contrat	Nature du contrat ¹	Montant
Wolters Kluwer Canada Limited	Accès électronique et ouvrages de référence	GG	6 702,00 \$
Zoom Video Communications inc.	Licence informatique	GG	20 561,24 \$
TOTAL			592 663,80 \$

Note 1 :

Lexique	
GG =	Gré à gré
AOI =	Appel d'offres sur invitation
AOP =	Appel d'offres public

Les questions b), d), f) et g) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de l'organisme. <https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/acces-a-l-information/engagements-financiers-et-contrats>

5. Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère:
 - La valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
 - m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.
-

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) Sans objet
- e) Sans objet
- f) Sans objet
- g) Sans objet
- h) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- i) Sans objet
- j) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- k) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- l) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- m) Aucune.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante:

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

6. Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :
- a) les coûts estimés par année;
 - b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
 - c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
 - d) la liste des fournisseurs;
 - e) une copie du plan de déploiement.
-

- a) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Sans objet
- c) Sans objet
- d) Les informations concernant le catalogue du courtier en infonuagique et en technologies spécialisées est disponible sur Internet à l'adresse suivante: <https://courtier-infonuagique.gouv.qc.ca/accueil>.
- e) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

7. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Catégorie des dépenses	Coût 2025-2026¹
a) Photocopie :	7 281 \$
b) Mobilier de bureau :	100 703 \$
c) Ameublement :	0 \$
d) Décoration et embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes:	0 \$
e) Distributeur d'eau de source :	104 \$
i) Remboursement des frais d'alcool et de fêtes :	0 \$

Note 1 : Les montants inscrits couvrent la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026.

Pour les sous-questions f), g), h) et j), les informations recherchées sont diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 16, 22 et 23).

Pour les sous-questions f), g) et h), cette information est présentée globalement.
<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/depensesDuTal.asp>

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

8. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie:
- a) le coût des contrats téléphoniques;
 - b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
 - c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
 - d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
 - e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;
 - f) le coût d'acquisition des appareils;
 - g) le coût d'utilisation des appareils;
 - h) les noms des fournisseurs;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) les iPads ou autre type de tablette électronique.

Dépenses téléphoniques	Coûts 2025-2026
b) Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme.	0 \$
c) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme.	0 \$
d) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu.	0 \$
e) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	-
i) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	-
j) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	-

Pour les questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/depensesDuTal.asp>

- 9.a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 9.b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027: b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 9.c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027: d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

9.d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027: e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :

- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 9.e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027: g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 9.f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027: j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 9.g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027: k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 9.h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027: l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 9.i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2026-2027: n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 9.j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027: o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 9.k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027: p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 9.l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027: r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

10. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

a) b) c) d) e) et f)

a) Emplacement	b) Superficie louée en m ²	c) Coût total	d) Coût des aménagements 2025-2026	e) Durée du bail	f) Propriétaire de l'espace loué
BAIE-COMEAU 625, boul. Laflèche	33,65	7 087,30 \$		2030-06-14	Société en commandite Laflèche
DRUMMONDVILLE 1680, boul. Saint-Joseph	96,81	19 194,60 \$		Note 1	S.Q.I.
GASPÉ 96, montée de Sandy Beach	41,16	12 517,90 \$	4 432,95 \$	Note 1	S.Q.I.
GATINEAU 170, rue de l'Hôtel-de-ville	373,19	88 221,50 \$	11 455,29 \$	Note 1	S.Q.I.
GRANBY 77, rue Principale	174,27	30 506,30 \$		Note 1	S.Q.I.
JOLIETTE 150, rue Saint-Paul	132,19	26 419,90 \$	505,55 \$	2031-04-30	Gestion Centre Joliette Inc.
LAVAL 1434-1438, boul. Daniel-Johnson	627,45	148 183,20 \$		2027-07-31	161161 Canada Inc.

a) Emplacement	b) Superficie louée en m ²	c) Coût total	d) Coût des aménagements 2025-2026	e) Durée du bail	f) Propriétaire de l'espace loué
LONGUEUIL 201, Place Charles-Lemoyne	642,36	103 617,40 \$		Note 1	S.Q.I.
MONTRÉAL (Village olympique) 5199, rue Sherbrooke Est	4 934,90	1 269 780,80 \$		2027-06-30	Capreit 2 limited partnership
MONTRÉAL (Entrepôt) 190, boul. Crémazie Est	746,77	104 130,40 \$		Note 1	S.Q.I.
MONTRÉAL (Centre-ville) 1425, boul. René-Lévesque Ouest	754,03	173 456,50 \$	66,43 \$	2027-06-30	Complexe 1425 RLO S.E.C.
MONTRÉAL (Beaubien) 4995, rue Beaubien Est	570,20	127 733,00 \$		2027-02-02	S.Q.I.
QUÉBEC 900, boul. René-Lévesque Est	847,39	299 133,40 \$	955,20 \$	2028-03-31	9292-6369 Québec Inc.
RIMOUSKI 335, 337 rue Moreault	154,35	26 885,80 \$		Note 1	S.Q.I.
RIVIÈRE-DU-LOUP 385, rue Lafontaine	45,12	7 543,50 \$		2027-10-31	C4 Immobilier
ROBERVAL 755, boul. Saint-Joseph	17,37	3 494,10 \$		2028-10-31	Société en commandite Plaza Roberval Enr.
ROUYN-NORANDA 255, rue Principale	88,74	16 913,30 \$		2028-10-31	9394-4189 Québec Inc.
SAGUENAY 3950, boul. Harvey	277,02	57 257,90 \$	1 339,80 \$	Note 1	S.Q.I.
SAINT-JÉRÔME 500, boul. des Laurentides	781,83	125 925,60 \$		2035-09-15	9405-4004 Québec Inc.
SAINT-HYACINTHE 3225, avenue Cusson	52,74	10 669,40 \$		Note 1	S.Q.I.
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU 109, rue Saint-Charles	124,14	25 717,20 \$		Note 1	S.Q.I.
SALABERRY DE VALLEYFIELD 151, rue Salaberry Ouest	93,95	19 266,00 \$		2027-09-30	9183-2436 Québec Inc.

a) Emplacement	b) Superficie louée en m ²	c) Coût total	d) Coût des aménagements 2025-2026	e) Durée du bail	f) Propriétaire de l'espace loué
SEPT-ÎLES 456, avenue Arnaud	72,22	14 783,30 \$		2030-12-30	9074-9656 Québec inc.
SHAWINIGAN 212, 6 ^e rue de la Pointe	67,08	11 701,10 \$	30,70 \$	Note 1	S.Q.I.
SHERBROOKE 200, rue Belvédère Nord	272,78	46 739,90 \$	8 653,01 \$	Note 1	S.Q.I.
SOREL 375, boulevard Fiset	46,50	10 653,10 \$		2029-04-04	9253-7422 Québec inc.
THETFORD-MINES 693, rue Saint-Alphonse Nord	5,18	890,60 \$		Note 1	S.Q.I.
TROIS-RIVIÈRES 100, rue Laviolette	291,49	42 860,90 \$	214,49 \$	Note 1	S.Q.I.
VAL D'OR 595, 6 ^e Avenue	21,04	4 946,90 \$		2028-12-31	Monsieur André Soucy
Total versé à la SQI		2 836 230,80 \$	27 653,42 \$		

Note 1 : Aucune durée de bail pour les immeubles en propriété de la Société québécoise des infrastructures (S.Q.I.)

- g) Aucune résiliation de bail en cours d'année.
- h) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- i) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- j) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- k) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/depensesDuTal.asp>

11. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2025-2026, fournir:
- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
 - b) La valeur estimée de ceux-ci;
 - c) Les coûts d'entretien annuel;
 - d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
-

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures:

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures:

Le Tribunal administratif du logement n'a aucun actif immobilier excédentaire pour l'année 2025-2026.

12. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :
- a) les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
-

a) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

b) et c) Aucun déménagement, aménagement, rénovation ou autres travaux n'ont été effectués dans les espaces occupés par la haute direction du Tribunal administratif du logement en 2025-2026.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

13. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2025-2026, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) la masse salariale totale par cabinet;
 - e) Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - f) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2025-2026;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

14. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
 - g) les prévisions pour 2026-2027.
-

Au 31 janvier 2026, il n'y a aucun membre du personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique hors structure.

- a) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Sans objet
- c) Sans objet
- d) Sans objet
- e) Sans objet
- f) Sans objet
- g) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

15. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2026-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

16. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2025-2026, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) par catégorie d'âge;
 - c) prévisions pour 2026-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

17. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant:
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
-

Au 31 janvier 2026, aucun employé n'était affecté à un autre organisme public, parapublic, parapublic non gouvernemental ou autres.

- a) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Sans objet
- c) Sans objet
- d) Sans objet
- e) Sans objet
- f) Sans objet
- g) Sans objet

18. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

Fournisseur	Abonnement	Coût
Canva	Design de communication visuelle	256 \$
Cyberimpact inc.	Plateforme de marketing par courriel	549 \$
Thomson Reuters	Accès à l'information : loi annotée (selon MAJ)	845 \$
	Code civil du Québec et Code de procédure civile du Québec (volumes reliés en format poche, 70 exemplaires)	4 977 \$
	La Référence – Juridique et ressources humaines (accès électronique)	14 109 \$
Wilson & Lafleur	Lois et règlements sur le logement locatif (MAJ + recueils)	7 220 \$
Wolters Kluwer Québec Ltée	Accès à l'information et protection des renseignements personnels (selon MAJ)	6 702 \$
LexisNexis	JurisClasseur Québec – Collection de 23 volumes (selon MAJ)	3 611 \$
Le Devoir Inc.	Journal Le Devoir	139 \$
SOQUIJ	Banque AZIMUT (électronique - Inclus Express logement)	2 385 \$
PressReader	Journal de Montréal	40 \$
Publication Mass-Média Inc.	Le Courrier parlementaire (électronique)	2 450 \$
I.C.I. Influence communication Inc.	Revue de presse écrite et électronique	28 691 \$
Shutterstock Canada	Accès à des banques d'images et de musiques	200 \$

Note : compilation faite du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

d) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

19. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Le Tribunal administratif du logement n'a déboursé aucune somme en 2025-2026 pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événement sportifs et culturels, de billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges ou pour devenir membre d'un club privé ou autre.

20. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
 - g) nombre de visiteurs uniques mensuellement;
 - h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
 - i) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - j) le responsable du contenu sur le site.
-

- a) www.tal.gouv.qc.ca
www.rdl.gouv.qc.ca
- b) O2web Solution
- c) Aucun coût de construction en 2025-2026.
- d) Hébergement : 7 188,00 \$
Entretien et mise à jour : 28 543,68 \$
- e) Aucun coût en 2025-2026.
- f) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- g) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- h) Réservation de noms de domaines : 273,60 \$
- i) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- j) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

21. Pour 2025-2026, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant:
- a) les régions et les villes visitées;
 - b) les personnes et organismes rencontrés;
 - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - d) les raisons du déplacement;
 - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - f) les coûts ventilés;
 - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
-

- a) Sans objet
- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits
- c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits
- d) Sans objet
- e) Sans objet
- f) Sans objet
- g) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits

22. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2025-2026 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

-
- a) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits
 - b) Sans objet
 - c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits
 - d) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits
 - e) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits
 - f) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits
 - g) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits

23. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

24. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

25. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

26. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et 2027-2028, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
-

Sans objet

27. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Sans objet

28. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n'a été versée à un employé assujetti à la *Loi sur la fonction publique* (cadre, professionnel et fonctionnaire).

Seuls les membres du Tribunal provenant du secteur privé ont droit à une allocation de transition lors de leur départ. Pour l'année 2025-2026, une allocation a été versée au montant de 190 006 \$.

29. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

30. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2025-2026 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2026-2027. Pour chacun de ces programmes existants en 2025-2026, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

31. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

32. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

33. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Ordre professionnel	Membres	Montant des cotisations
Barreau du Québec	66	142 773,04 \$
Chambres des Notaires	4	8 237,74 \$
TOTAL	70	151 010,78 \$

34. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Le Tribunal administratif du logement n'a déboursé aucune somme en 2025-2026 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre ses activités.

35. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure :

g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027;

Aucune dépense en 2025-2026.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet de l'organisme :

<https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/a-propos/publications-et-documents>

36. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure :

n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

En matière de développement durable, le Tribunal administratif du logement intègre les principes d'acquisition écoresponsable pour ses achats. Le coût des achats écoresponsables étant inclus dans les dépenses de fonctionnement, celui-ci s'avère difficile à isoler.

Le Plan d'action de développement durable 2023-2028 du Tribunal est disponible sur le site Internet de l'organisme :

<https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/a-propos/publications-et-documents>

37. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

En 2025-2026, le Tribunal administratif du logement a remboursé aux employés 2 248,42 \$ pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

38. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2025-2026 :

- a) les sommes dépensées;
- b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

a) Au 31 janvier 2026, la somme dépensée en lien avec le Programme d'aide aux employés était seulement de 25.75 \$ puisque le Tribunal a changé de fournisseur pour adhérer au Programme d'aide aux employés (PAE) offert gratuitement par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Le Tribunal n'a pas de ressources spécialisées en matière d'aide aux employés. La totalité des sommes dépensées proviennent de l'utilisation d'une firme externe.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisme.

<https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/acces-a-l-information/engagements-financiers-et-contrats>

39. Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.
-

Sans objet

40. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
-

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Sans objet
- d) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits

41. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026:

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
 - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
-

- a) Trois employés sont affectés au Service des communications du Tribunal.
- b) 217 782 \$ en rémunération.
- c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) La réponse est fournie à la demande générale 04.

42. Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
 - b) L'endroit précis;
 - c) La liste des personnes présentes;
 - d) L'ordre du jour;
 - e) Les procès-verbaux;
 - f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)
-

- a) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- e) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- f) 0 \$

43. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectuées;
- c) Rémunération totale déboursée.

-
- a) Quatre stagiaires ont été reçus au cours de l'année 2025-2026.
 - b) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
 - c) La rémunération versée aux stagiaires pour l'année 2025-2026 totalise 29 829,06 \$.

44. Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Sans objet

45. Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

46. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

47. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
-

Sans objet

48. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Pour les meubles qui sont propriété du Tribunal administratif du logement:

La valeur des actifs meubles possédés au 31 janvier 2026 est de 395 642 \$.

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures:

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures:

Le Tribunal administratif du logement ne possède aucun immeuble au 31 janvier 2026.

49. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

50. Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer:

- a) le nombre d'employé-es recruté-es à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres) ;
 - b) le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés ;
 - c) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement) ;
 - d) le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger ;
 - e) les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire ;
 - f) le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger ;
 - g) toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international ;
 - h) les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'œuvre locale.
-

- a) Le Tribunal administratif du logement ne fait pas de recrutement à l'international.
- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) Le Tribunal administratif du logement ne fait pas de recrutement à l'international.
- d) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- e) Le Tribunal administratif du logement ne fait pas de recrutement à l'international.
- f) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- g) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- h) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

51. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
-

Comité de renouvellement de mandat de juges administratifs :

Nom et Prénom	Honoraires versés
Marie Lamarre	213,40 \$
Marc Lacoursière	800,00 \$
Santina Di Pasquale	326,94 \$
Jocelyne Tremblay	400,00 \$
France Lynch	500,00 \$



ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2026-2027

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
REQUIS PAR LE PREMIER GROUPE D'OPPOSITION**

Avril 2026

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Volet — Habitation

Étude des crédits 2026-2027

Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

MARS 2026

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2025-2026, indiquer :
 - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - c) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

2. Sommes dépensées en 2025-2026, et incluant les prévisions pour 2026-2027, par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

3. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation en habitation, fournir pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 :
 - a) le nom de toutes les campagnes ;
 - b) les coûts de ces campagnes ;
 - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
 - d) les dates de diffusion de la campagne ;
 - e) les objectifs visés par chaque campagne.

4. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, fournir la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2025-2026:
 - a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
 - c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

5. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2025-2026, l'âge de ces créances, ventilées par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2026-2027.

6. Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation ainsi qu'une copie des documents, notes, analyses, mémos ou résumés des rencontres tenues. Identifier les sommes allouées, totales et ventilées par région, en 2025-2026. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés, le montant reçu; Veuillez également nous transmettre la liste des programmes (parmi ceux qui sont mentionnés ci-dessous), qui sont terminés, fermés et/ou remplacés, en indiquant le remplacement.
 - a) SBL Public — régulier ;
 - b) SBL Public — Inuit ;
 - c) SBL Public — Inuit (Plan Nord — 300 logements) ;
 - d) SBL Privé — Autochtones (urbains et ruraux) ;
 - e) SBL Privé — régulier et spécial ;
 - f) Programme d'aide aux organismes communautaires ;
 - g) Programme de supplément au loyer Québec (PSLQ) ;
 - h) Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités ;
 - i) Programme Allocation logement ;
 - j) Achat Rénovation ;
 - k) Programme AccèsLogis Québec ;
 - l) Logement abordable Québec ;
 - m) Programme d'hébergement temporaire et d'aide à la recherche de logement (PHTARL) ;
 - n) Programme d'adaptation de domicile (PAD) ;
 - o) Logements adaptés pour aînés autonomes ;
 - p) Programme de rénovation « RénoRégion » ;
 - q) Programme de rénovation « Rénovation Québec » ;
 - r) Programme d'amélioration des maisons d'hébergement ;
 - s) Revitalisation des vieux quartiers ;
 - t) Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite ;
 - u) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord ;
 - v) Accession à la propriété et rénovation Kativik — Anciennes unités ;

- w) Programme spécial de rénovation — Kitcisakik ;
- x) Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec ;
- y) Programme d'appui au développement de l'industrie québécoise de l'habitation (PADIQH)
- z) Programme d'intervention résidentielle — Mérule
- aa) Programme petits établissements accessibles
- bb) Programme d'aide d'urgence 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs
- cc) Programme de garantie de prêt pour les sinistrés de Sainte-Marthe-sur-le-Lac
- dd) Programme (HLM)
- ee) Programme de rénovation des habitations à loyer modique (PRHLM)
- ff) Soutien financier pour les ménages en attente de leur résidence
- gg) Programme d'habitation abordable Québec – 3 volets du programme (PHAQ)
- hh) Programme autorisant le financement du déficit d'exploitation de certains ensembles immobiliers du parc d'habitations à loyer modique
- ii) Initiative pour la création rapide de logements (ICRL)
- jj) Programme d'aide financière visant la préservation du parc immobilier communautaire
- kk) Programme visant à stimuler le développement et la concertation d'initiatives publiques et privées en matière d'habitation
- ll) Programme de financement en habitation (PFH)

Tribunal administratif du logement

7. Nombre de régisseurs à l'emploi en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027. Veuillez également nous transmettre le nombre de départs, incluant les raisons derrière ces départs.
8. Nombre de causes entendues par régisseur pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
9. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs, et ce, par type de cause pour 2025-2026.
10. Fournir les statistiques sur les activités du Tribunal administratif du logement, ventilées par région, en indiquant pour 2025-2026:
 - a) la nature des recours intentés, triés par type de recours ;
 - b) le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête ;
 - c) le nombre de décisions rendues ;
 - d) les délais entre le dépôt de la requête et l'audition ;
 - e) les délais entre l'audition et la signification de la décision ;
 - f) le nombre de décisions contestées ;
 - g) le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées ;
 - h) le nombre de forclos.

Veuillez également nous transmettre les statistiques en ce qui a trait aux appels téléphoniques sur les points suivants :

- i) le nombre d'appels répondus par les préposés aux renseignements;
 - j) le nombre d'appels répondus par les préposés de Services Québec;
 - k) le nombre d'appels traités par le système de réponse vocale interactif;
 - l) le temps d'attente moyen au téléphone;
 - m) le temps de la durée moyenne de navigation au sein du service de réponse vocale interactif ;
 - n) le nombre d'appels non répondus;
11. Fournir le bilan de l'application de la loi n° 162 : *Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau* sanctionnée le 31 mai 2018.

Société d'habitation du Québec (SHQ)

12. Dans le cadre du programme habitation abordable Québec (PHAQ), pour chacun des 3 volets programme (1-Projets pour ménages à revenu faible ou modeste, 2-Projets pour personnes ayant des besoins particuliers en habitation, 3- Initiative de multilogements hautement préfabriqués), veuillez nous transmettre :

- a) le montant global, ventilé par projet, des subventions versées en 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027 ;
- b) le nombre total, ventilé par année et par volet du programme, de logements réalisés en vertu de ce programme pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
- c) Ventiler par circonscription électorale, la liste des municipalités, organismes ou entreprises qui ont bénéficié d'une subvention en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027. Indiquer, pour chacun, le montant de ladite subvention ;
- d) Le nombre de logements abordables prévus en 2025-2026 et 2026-2027 ;
- e) Le nombre de projets déposés au PHAQ qui ont été rejetés, incluant la raison, en 2025-2026.

13. Dans le cadre du programme des fonds fiscalisés, veuillez nous transmettre :

- a) le montant global, ventilé par fonds fiscalisés et par projet, des sommes versées en 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027 ;
- b) le nombre total, ventilé par année, par fonds fiscalisés, de logements réalisés en vertu de ce programme pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
- c) Ventilée par circonscription électorale, la liste des municipalités, organismes ou entreprises qui ont bénéficié de ces sommes en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027. Indiquer, pour chacun, le montant de ladite subvention ;
- d) Le nombre de logements abordables prévus par ce programme en 2025-2026 et 2026-2027 ;

14. Dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, indiquer :

- a) le montant global, ventilé par projet, des subventions versées en 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027 ;
- b) le nombre total, ventilé par année et par volet du programme, de logements réalisés en vertu de ce programme pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
- c) le nombre total, ventilé par année, de logements destinés aux personnes en situation d'itinérance réalisés en vertu de ce programme pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ;
- d) Ventiler par circonscription électorale, la liste des municipalités, organismes ou entreprises qui ont bénéficié d'une subvention en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027. Indiquer, pour chacun, le montant de ladite subvention ;
- e) le nombre de logements abordables construits en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ;
- f) Le nombre de logements sociaux et abordables dont la construction a débuté en 2021, et qui est toujours en cours ;
- g) Le nombre de logements abordables prévus en 2025-2026 ;
- h) le nombre de personnes âgées en légère perte d'autonomie à faible revenu ayant bénéficié du programme AccèsLogis Québec — Volet II, destiné aux personnes âgées, et le bilan du nombre de logements adaptés (Volet III) accordés annuellement en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ;
- i) le nombre de familles, personnes seules et aînés autonomes ayant bénéficié du programme AccèsLogis Québec (volet — Programme supplément au loyer) en 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ;
- j) le nombre de personnes ayant des besoins particuliers, permanents ou temporaires en matière de logement ayant bénéficié du programme AccèsLogis (volet — Programme supplément au loyer) en 2025-2026, ainsi que les prévisions en 2026-2027.
- k) Le nombre de projets de logements (faits dans le cadre du défunt programme) qui ont été abandonnés suite à la cessation du programme au profit du PHAQ.

15. Dans le cadre du programme Allocation logement en faveur des personnes âgées et des familles, indiquer :
- la ventilation détaillée des budgets pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ;
 - pour ces années, le nombre de personnes âgées, de personnes seules et de familles à faible revenu qui ont bénéficié de l'allocation logement, et le nombre de même que la répartition par région des personnes âgées, des personnes seules et des familles à faible revenu bénéficiant de l'allocation logement.
16. Dans le cadre du programme Allocation au logement, veuillez fournir le nombre de ;
- Personnes seules (âgées de 50 ans et plus) qui ont reçu l'allocation ;
 - Ménages (âgés de 50 ans et plus) qui ont reçu l'allocation ;
 - Ménages à faible revenu comptant au moins un enfant ayant reçu l'allocation ;
 - Personnes à qui l'allocation a été refusée ;
 - Ménages (âgés de 50 ans et plus) à qui l'allocation a été refusée.
17. État de situation dressé par la SHQ concernant les coopératives d'habitation pour lesquelles les ententes avec le gouvernement fédéral sont arrivées ou arriveront à échéance, et portrait de la situation pour les années à venir. Tableau présentant l'impact financier de la fin des conventions pour ces coopératives.
18. Nombre de projets et nombre d'unités de logement en attente de financement ou d'une autorisation par la SHQ pour 2025-2026.
19. État de situation sur les transferts de responsabilité vers les villes et les MRC de programmes administrés par la SHQ pour 2025-2026.
20. Ventilation, par programme et par ville, des sommes allouées aux villes pour les programmes d'amélioration de l'habitat pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
21. État de situation au sujet de l'itinérance au Québec et sommes versées par la SHQ pour ce dossier pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
22. Fournir le nombre d'unités neuves de logement qui ont été construites, et ventiler ce nombre d'unités construit par région administrative et par circonscription électorale, en 2025-2026.
23. Liste de tous les programmes d'aide financière sous la responsabilité de la SHQ et des offices municipaux d'habitation pour 2025-2026, en indiquant pour chacun d'eux les sommes dévolues et leur ventilation détaillée, les sommes effectivement engagées et le solde disponible, s'il y a lieu. Indiquer également le nombre total de ménages aidés.
24. Ventilation, par municipalité, des délais de prise en charge des demandes du Programme d'adaptation de domicile (PAD), pour les 2 volets du programme, pour la période 2025-2026:
- Date de réception de la demande par la SHQ ;
 - Date du traitement par la SHQ ;
 - Date de la transmission à la municipalité ;
 - Nombre de demandes reçues pour l'année mentionnée ci-dessus ;
 - Nombre de demandes en attente d'approbation ;
 - Nombre de demandes qui ont été refusées, incluant la raison ;
 - Nombre de demandes qui ont été refusées suite à la suspension du volet 1 et 2 du programme ;
 - Délai entre la demande à la SHQ et la fin des travaux.
25. Liste de tous les centres de services mis en place par la SHQ : fonction, financement, budget, objectifs, nombre de personnes employées dans chacun de ces centres, projets réalisés, en cours de réalisation ou prévus.
26. État de situation et ventilation, par municipalité, des listes d'attente pour les HLM, pourcentage des HLM destinés uniquement aux personnes âgées pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027.

27. État de situation et ventilation, des sommes dépensées, par municipalité du nombre de HLM vétustes qui ont été rénovés en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027, incluant les dates d'échéance pour la livraison de ceux-ci ;
28. Veuillez nous indiquer les sommes que la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a versées à la SHQ dans le cadre du financement alloué au RAM régulier des immeubles HLM qui sont toujours sous convention pour les années 2018 à 2023.
29. Veuillez nous indiquer le coût moyen d'exploitation d'un logement HLM (financé par le programme de logement sans but lucratif PSBL (volet public));
30. Veuillez nous transmettre le plus récent bilan de santé des immeubles (BSI) du parc immobilier HLM, incluant les cotes de vétusté, par immeuble et par logement, ainsi que tous les montants estimés pour la mise à niveau par office d'habitation, ventilée par région administrative du Québec;
31. Selon les dernières informations disponibles par la SHQ, veuillez nous indiquer quel est le coût moyen d'exploitation pour un logement HLM au Québec, veuillez ventiler les sommes par immeuble, par type de logement, inclure le poste de dépenses et de revenus;
32. Veuillez nous transmettre un état de situation et incluant la ventilation, par municipalité, par région administrative, des listes d'attente pour les HLM, le pourcentage des HLM destinées aux personnes âgées;
33. Liste coûts engendrés pour la construction d'un logement, ventilée par région et selon les différents programmes de la SHQ en matière de construction de logements sociaux pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
34. État d'avancement des négociations afin que le gouvernement fédéral contribue à la construction de logements au Nunavik en sus de ceux compris dans l'entente quinquennale.
35. Pour le programme d'aide financière pour soutenir les propriétaires qui souhaitent rendre leurs petits établissements d'affaires, commerciaux et communautaires accessibles aux personnes handicapées dans le cadre du Programme d'accessibilité des établissements touristiques lancé en 2017. Ventiler par nombre de demandes reçues, nombre de demandes acceptées, ainsi que la ventilation des sommes dépensées par région et par projet pour 2025-2026. Prévisions pour 2026-2027.
36. Pour le Programme d'intervention résidentielle — mэрule pleureuse, ventiler par nombre de demandes reçues, nombre de demandes acceptées, ainsi que la ventilation des sommes dépensées par région et par projet pour 2025-2026. Prévisions pour 2026-2027.
37. Liste de toutes les rencontres (Comités, tables rondes, rencontres) effectuées dans le cadre de la mise sur pied du nouveau programme — Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) en 2025.

Veuillez fournir :

- a) les organismes rencontrés
 - b) les dates des rencontres ;
 - c) les ordres du jour pour ces rencontres ;
 - d) les procès-verbaux ;
 - e) la ventilation des dépenses sous la responsabilité du ministère ;
 - f) le bilan des rencontres ;
 - g) Une copie de l'entente de confidentialité pour participer aux rencontres.
38. En mars 2018, dans le cadre du programme AccèsLogis, une entente a été conclue entre la SHQ et la ville de Montréal concernant le transfert de responsabilités et des budgets en matière d'habitation. Veuillez fournir pour l'année 2025-2026,
 - a) les sommes totales transférées à la ville de Montréal en habitation ;
 - b) énumérer les projets qui ont été financés par la ville de Montréal ;
 - c) étaler les sommes financées, par projet ;
 39. Liste et ventilation, par organisme, des sommes investies et sécurisées dans leur fonds de réserve de maintien et d'entretien des immeubles parallèle au programme AccèsLogis Québec en 2025-2026.

40. Des contributions versées à la SHQ, fournir une liste détaillée et ventilée des contributions envoyées au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et les 25 organismes dans son réseau en 2025-2026 ; prévisions pour 2026-2027.
41. Des contributions versées à la SHQ, fournir une liste détaillée et ventilée des contributions envoyées à la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH) et les 7 organismes dans son réseau en 2025-2026, prévisions pour 2026-2027.
42. Des contributions versées à la SHQ, fournir une liste détaillée et ventilée des contributions envoyées au Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH) et les 8 organismes de son réseau en 2025-2026 ; prévisions pour 2026-2027.
43. Fournir tout mesure, action et budget octroyé (avec ventilation des coûts) pour lutter contre la discrimination en matière d'habitation fondée sur la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale pour 2025-2026.
44. Dans le cadre des « Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026 », pour l'année 2025 spécifiquement, veuillez nous indiquer le nombre d'unités qui ont été ajoutées dans des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale.
45. Dans le cadre des « Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026 », pour l'année 2025 spécifiquement, veuillez nous indiquer le nombre d'unités du programme de supplément au loyer d'urgence (PSL-U) qui ont été attribuées pour les femmes victimes de violence conjugale à faible revenu.
46. Suite à l'annonce en mai 2021 sur la violence conjugale et féminicide (13.2M\$), veuillez nous indiquer le nombre de cellules d'intervention rapide intersectorielle qui ont été réalisées depuis, veuillez également nous indiquer, dans le cadre de cette annonce, le nombre de PSL qui ont été livrés.
47. Concernant le programme de soutien au logement financé et administré par la SHQ, Veuillez nous indiquer, ventilés par région administrative :
 - a) le nombre d'unités de PSLQ qui ont été demandées;
 - b) le nombre d'unité de PSLQ qui ont été acceptées;
 - c) le nombre d'unité de PSLQ qui ont été refusées, incluant la raison;
 - d) le nombre d'unités de PSLQ qui n'ont pas été utilisées en 2025-2026.
48. Depuis la mise en place du programme Petits établissements accessibles (PEA), veuillez nous indiquer la liste des projets ayant obtenu du financement, par année, depuis la mise en place du programme. Veuillez nous fournir l'information suivante :
 - Le nom du projet.
 - La region.
 - Le montant octroyé.
 - L'année de la subvention.
49. Veuillez nous indiquer le solde du programme Petits établissement accessibles en date du 31 mars 2026.
50. Concernant les projets d'habitation « Mission Unitainés », pour la période 2025-2026, veuillez-nous indiquer, par région, le nombre d'unités de logement qui sont en développement, en cours de réalisation et complétées.
51. Le 27 août 2024, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec ont annoncé le lancement (par la Société d'habitation du Québec) un appel de qualification pour la conception-construction de 500 logements préfabriqués à l'échelle du Québec. Veuillez-nous transmettre :
 - a) Le nombre d'appels de qualification qui ont été reçus;
 - b) Le nombre d'appels de qualification qui ont été refusés;
 - c) Le nombre d'appels de qualification qui ont été acceptés;
 - d) Le nom des entreprises/consortiums qui ont été refusés, incluant la raison du refus;
 - e) Le nom des entreprises/consortiums qui ont été retenus, incluant la raison;

- f) Le bilan ou état de situation de l'avancement de « l'initiative », incluant les prochaines étapes à accomplir.
52. Considérant le nombre grandissant de moratoires municipaux qui freinent la construction de projets d'habitation au Québec faute d'infrastructures souterraines en eau (conduites d'alimentation, réseaux d'égouts, usines d'épuration etc.), pour les programmes ci-dessous, veuillez nous indiquer le nombre de projets qui sont bloqués.

Programme et initiative de soutien financier pour favoriser la création de logements :

- a) AccèsLogis Québec et AccèsLogis Montréal (ACL-ACM)
 - b) Développeurs qualifiés et autres projets hors programmes
 - c) Fonds fiscalisés
 - d) Initiative pour la création de logements (ICRL 1-2-3)
 - e) Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ volet 1-2-3)
53. Dans le cadre du Programme de supplément au loyer, veuillez nous transmettre les informations suivantes : :
- a) le nombre d'allocations au programme Supplément au loyer qui ont été réservées pour les femmes ayant recours aux services des maisons d'hébergement ;
 - b) le nombre d'allocations au programme Supplément au loyer qui ont été attribuées pour les femmes ayant recours aux services des maisons d'hébergement ;
 - c) le montant de la somme totale du programme Supplément au loyer réservée pour les femmes ayant recours aux services des maisons d'hébergement ;
 - d) l'ensemble des critères permettant l'accès aux sommes réservées pour le programme Supplément au loyer pour les femmes ayant recours aux services des maisons d'hébergement ;
 - e) Ventiler par région, par municipalité, la distribution d'unités consacrées à l'Alliance des maisons d'hébergement de 2^e étape ;
 - f) Ventiler par région, par municipalité, la distribution d'unités consacrées aux maisons d'hébergement de 2^e étape ;
54. Concernant le projet Solution gestion des actifs, fournir pour 2025-2026 :
- a. Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027);
 - b. Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation;
 - c. Les entreprises d'infonuagique impliquées;
 - d. Le nombre d'ETC affectés à ce programme;
 - e. Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route;
 - f. État d'avancement;
 - g. Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2025-2026, indiquer :

- la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

- Le Tribunal administratif du logement n'a aucun conseil d'administration.
- Nominations 2025-2026.** Vous trouverez les curriculums vitae des membres nommés à la suite des tableaux.

Nom	Titre	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération
Alimbertis, Panayiotis Perry	Membre	2025-10-14	2030-10-13	190 006 \$

Renouvellements 2025-2026. Vous trouverez les curriculums vitae des membres renouvelés à la suite des tableaux.

Nom	Titre	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération
Novello, Claudine	Membre	2025-04-30	2026-04-09	190 006 \$
Forget, Anne-Marie	Membre	2025-07-13	2030-07-12	209 651 \$
Des Rosiers, Grégor	Membre	2025-07-13	2026-07-12	190 006 \$
Croteau, Stella	Membre	2025-09-14	2030-09-13	190 006 \$
Morin, Karine	Membre	2025-09-14	2030-09-13	190 006 \$
Jodoin, Francine	Membre	2026-01-08	2028-01-07	190 006 \$

- Frais de déplacement, de voyage et de repas et de représentation.

Nominations 2025-2026

Nom	Hébergement	Transport	Repas	Total
Alimbertis, Panayiotis Perry	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Total	\$	\$	\$	\$

Renouvellements 2025-2026

Nom	Hébergement	Transport	Repas	Représentation	Total
Novello, Claudine	0 \$	972,41 \$	427,35 \$	0 \$	1 399,76 \$
Forget, Anne-Marie	188,36 \$	628,77 \$	82,02 \$	0 \$	899,15 \$
Des Rosiers, Grégor	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Croteau, Stella	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Morin, Karine	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Jodoin, Francine	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Total	188,36 \$	1 601,18 \$	509,37 \$	\$	2 298,91 \$

NOMINATIONS
2025-2026

ALIMBERTIS, Panayiotis Perry

Formation

Membre du Barreau du Québec

HEC Montréal

2019 Attestation au programme de formation de la relève en gestion – École des dirigeants

Université d'Ottawa

2010 Grade de Juris Doctor

2009 Licence en droit civil

Université Concordia

2005 Baccalauréat ès arts (science politique)

Expérience professionnelle

Centre communautaire juridique de Montréal

Depuis 2021 Directeur – Bureau d'aide juridique Sud-Ouest

2021 Directeur par intérim – Bureau d'aide juridique Côte-des-Neiges

2012 - 2021 Avocat en droit civil et administratif

**RENOUVELLEMENTS
2025-2026**

NOVELLO, Claudine

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université d'Ottawa

1982

Licence en droit

Expérience professionnelle

Tribunal administratif du logement

Depuis 2020

Membre

Régie du logement

2001 - 2020

Régisseuse

Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec inc.

1988 - 2001

Avocate – Service du contentieux

Cerundolo & Maiorino

1986 - 1987

Avocate

Ayoup & Schwartz

1984 - 1985

Avocate

FORGET, Anne-Marie

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université de Sherbrooke

1996 Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Tribunal administratif du logement

Depuis 2020 Membre et vice-présidente

Régie du logement

2020 Régisseuse et vice-présidente

2015 - 2020 Régisseuse

Gagnon & associés

1997 - 2015 Avocate

Josée M. Gagnon avocate

1996 - 1997 Stagiaire en droit

DES ROSIERS, Grégor

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université de Sherbrooke

1988 Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Régie du logement

Depuis 2010 Greffier spécial

Commission de la santé et de la sécurité du travail

2002 - 2010 Réviseur – Direction de la révision administrative

Grégor Des Rosiers, avocat

1998 - 2002 Avocat

Chaloux, Des Rosiers, Rathé, avocats

1990 - 1998 Avocat

Lalonde et associés, avocats

1989 - 1990 Avocat

1989 Stagiaire en droit

J. G. Fortin Électrique inc.

1980 - 1984 Attaché commercial

CROTEAU, Stella

Formation

Membre de la Chambre des notaires du Québec

Université Laval

2018	Études au microprogramme de deuxième cycle en droit – légistique
1995	Diplôme de droit notarial
1994	Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Tribunal administratif du logement

Depuis 2020	Membre
2018 - 2020	Greffière spéciale

Ministère de la Justice

2012 - 2018	Attachée judiciaire
-------------	---------------------

Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie

2000 - 2012	Spécialiste en règlement d'assurance-vie collective
1995 - 2000	Notaire en pratique privée

MORIN, Karine

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université de Montréal

1999 Baccaauréat en droit

1996 Baccaauréat en criminologie

Expérience professionnelle

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Depuis 2012 Avocate – section normes du travail

2000 - 2012 Avocate – section santé et sécurité au travail

JODOIN, Francine

Âge

46 ans

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université de Montréal

1986

Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Régie du logement

Depuis 2001

Régisseuse

Deveau Lavoie et associés

1990 - 2001

Avocate

Lafleur Poliquin Renault

1987 - 1990

Avocate

2. Sommes dépensées en 2025-2026, et incluant les prévisions pour 2026-2027, par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Au cours de l'exercice, les dépenses en ressources informationnelles se sont élevées à **2 310 653 \$** (extraites au 31 janvier 2026).

CATÉGORIE DE COÛTS	2025-2026¹
Rémunération du personnel de l'OP	1 145 720 \$
Rémunération du personnel d'un autre OP en prêt de services	0 \$
Ressources externes	212 716 \$
Impartition auprès d'un autre OP	272 182 \$
Impartition externe	278 651 \$
Acquisition	401 384 \$
Location	0 \$
Autres frais	0 \$
Réserve	0 \$
TOTAL	2 310 653 \$

¹ Dépenses extraites au 31 janvier

3. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation en habitation, fournir pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 :
- a) le nom de toutes les campagnes ;
 - b) les coûts de ces campagnes ;
 - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
 - d) les dates de diffusion de la campagne ;
 - e) les objectifs visés par chaque campagne.

Aucune campagne de publicité ou de sensibilisation n'a été réalisée en 2025-2026.

4. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, fournir la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2025-2026 :
- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
 - c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Sans objet

5. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2025-2026, l'âge de ces créances, ventilées par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2026-2027.

Le Tribunal administratif du logement ne détient aucune créance.

6. Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation ainsi qu'une copie des documents, notes, analyses, mémos ou résumés des rencontres tenues. Identifier les sommes allouées, totales et ventilées par région, en 2025-2026. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu; Veuillez également nous transmettre la liste des programmes (parmi ceux qui sont mentionnés ci-dessous), qui sont terminés, fermés et/ou remplacés, en indiquant le remplacement.

- a) SBL Public — régulier ;
- b) SBL Public — Inuit ;
- c) SBL Public — Inuit (Plan Nord — 300 logements) ;
- d) SBL Privé — Autochtones (urbains et ruraux) ;
- e) SBL Privé — régulier et spécial ;
- f) Programme d'aide aux organismes communautaires ;
- g) Programme de supplément au loyer Québec (PSLQ) ;
- h) Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités ;
- i) Programme Allocation logement ;
- j) Achat Rénovation ;
- k) Programme AccèsLogis Québec ;
- l) Logement abordable Québec ;
- m) Programme d'hébergement temporaire et d'aide à la recherche de logement (PHTARL) ;
- n) Programme d'adaptation de domicile (PAD) ;
- o) Logements adaptés pour aînés autonomes ;
- p) Programme de rénovation « RénoRégion » ;
- q) Programme de rénovation « Rénovation Québec » ;
- r) Programme d'amélioration des maisons d'hébergement ;
- s) Revitalisation des vieux quartiers ;
- t) Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite ;
- u) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord ;
- v) Accession à la propriété et rénovation Kativik — Anciennes unités ;
- w) Programme spécial de rénovation — Kitcisakik ;
- x) Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec ;
- y) Programme d'appui au développement de l'industrie québécoise de l'habitation (PADIQH)
- z) Programme d'intervention résidentielle — Mérule
- aa) Programme petits établissements accessibles
- bb) Programme d'aide d'urgence 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs
- cc) Programme de garantie de prêt pour les sinistrés de Sainte-Marthe-sur-le-Lac
- dd) Programme (HLM)
- ee) Programme de rénovation des habitations à loyer modique (PRHLM)
- ff) Soutien financier pour les ménages en attente de leur résidence
- gg) Programme d'habitation abordable Québec – 3 volets du programme (PHAQ)
- hh) Programme autorisant le financement du déficit d'exploitation de certains ensembles immobiliers du parc d'habitations à loyer modique
- ii) Initiative pour la création rapide de logements (ICRL)
- jj) Programme d'aide financière visant la préservation du parc immobilier communautaire
- kk) Programme visant à stimuler le développement et la concertation d'initiatives publiques et privées en matière d'habitation
- ll) Programme de financement en habitation (PFH)

Sans objet

7. Nombre de régisseurs à l'emploi en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027. Veuillez également nous transmettre le nombre de départs, incluant les raisons derrière ces départs.

Au 31 janvier 2026, le Tribunal administratif du logement comptait 56 membres qui siégeaient au Tribunal, incluant 3 membres coordonnateurs et 5 membres à temps partiel. De plus, deux membres sont par ailleurs assignés à des fonctions administratives, soit l'un au poste de président et l'autre au poste de vice-présidente.

Un départ à la retraite est survenu au cours de la période de référence.

8. Nombre de causes entendues par régisseur pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.

Volume des audiences tenues	2025-2026¹
Fixation	8 757
Révision	180
Non-paiement	33 083
Causes civiles	25 485

¹ Données extraites au 31 janvier

9. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs, et ce, par type de cause pour 2025-2026.

Délai pour une première audience	Moyenne 2025-2026¹ (en mois)
Fixation et révision	12,2
Non-paiement	2,0
Causes urgentes	2,1
Causes prioritaires	7,1
Causes générales	9,0

¹ Données extraites au 31 janvier

10. Fournir les statistiques sur les activités du Tribunal administratif du logement, ventilées par région, en indiquant pour 2025-2026 :

- a) la nature des recours intentés, triés par type de recours ;
- b) le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête ;
- c) le nombre de décisions rendues ;
- d) les délais entre le dépôt de la requête et l'audition ;
- e) les délais entre l'audition et la signification de la décision ;
- f) le nombre de décisions contestées ;
- g) le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées ;
- h) le nombre de forclos.

Veillez également nous transmettre les statistiques en ce qui a trait aux appels téléphoniques sur les points suivants :

- i) le nombre d'appels répondus par les préposés aux renseignements;
 - j) le nombre d'appels répondus par les préposés de Services Québec;
 - k) le nombre d'appels traités par le système de réponse vocale interactif;
 - l) le temps d'attente moyen au téléphone;
 - m) le temps de la durée moyenne de navigation au sein du service de réponse vocale interactif;
 - n) le nombre d'appels non répondus.
-

10. a) la nature des recours intentés, triés par type de recours;

Volume des demandes introduites et relancées

FIXATION	2025-2026¹
Introduites par les propriétaires	16 141
Introduites par les locataires	355
Causes relancées	169

RÉVISION	2025-2026¹
Introduites par les propriétaires	143
Introduites par les locataires	87
Causes relancées	0

NON-PAIEMENT DE LOYER	2025-2026¹
Recouvrements-résiliations	19 918
Résiliations pour retards fréquents	14 781
Causes relancées	717

CAUSES CIVILES	2025-2026¹
Causes introduites par les propriétaires	15 979
Demandes liées au déguerpissement	2 033
Résiliations de bail pour autre motif	6 450
Recouvrements de loyer (cas spéciaux)	686
Rétractations d'une décision	496
Reprises du logement	1 758
Dommages-intérêts	933
Expulsions après échéance du bail	548
Ordonnances	527
Autorisations de convertir en copropriété divisée	54
Aliénations d'un ensemble immobilier	5
Recours propres aux logements à loyer modique	2
Travaux majeurs (autorisation)	92
Demandes d'éviction	5
Autres recours	2 390
Causes introduites par les locataires	10 400
Résiliations de bail	1 100
Diminutions de loyer	1 890
Dommages punitifs	821
Autres dommages-intérêts	1 179
Rétractations d'une décision	2 118
Autorisations de déposer le loyer	156
Restitutions d'une somme due	349
Ordonnances	769
Recours entre colocataires	42
Recours propres aux logements à loyer modique	71
Travaux majeurs (opportunité et conditions)	52
Demandes conjointes	3
Dommages - intérêts punitifs - Fausse déclaration à l'avis ou omission	4
Autres recours	1 846
Causes relancées	406

¹ Données extraites au 31 janvier

10. b) le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête;

Volume des demandes introduites	2025-2026¹
Fixation	16 665
Révision	230
Non-paiement	35 416
Causes civiles	26 785

¹ Données extraites au 31 janvier

Volume des demandes introduites		2025-2026¹
2 - Saguenay	Fixation	145
	Révision	0
	Non-paiement	532
	Causes civiles	453
4 - Roberval	Fixation	7
	Révision	0
	Non-paiement	112
	Causes civiles	73
6 - Rimouski	Fixation	35
	Révision	0
	Non-paiement	251
	Causes civiles	192
7 - Rivière-du-Loup	Fixation	18
	Révision	0
	Non-paiement	124
	Causes civiles	119
8 - Gaspé	Fixation	10
	Révision	0
	Non-paiement	126
	Causes civiles	99
10 - Sept-Îles	Fixation	22
	Révision	0
	Non-paiement	137
	Causes civiles	48
11 - Baie-Comeau	Fixation	7
	Révision	0
	Non-paiement	93
	Causes civiles	63
12 - Rouyn-Noranda	Fixation	90
	Révision	0
	Non-paiement	197
	Causes civiles	139
13 - Val-d'Or	Fixation	32
	Révision	0
	Non-paiement	234
	Causes civiles	157
14 - Shawinigan	Fixation	42
	Révision	0
	Non-paiement	430
	Causes civiles	338
15 - Trois-Rivières	Fixation	152
	Révision	0
	Non-paiement	843
	Causes civiles	619
16 - Drummondville	Fixation	106
	Révision	1
	Non-paiement	708
	Causes civiles	421

Volume des demandes introduites		2025-2026 ¹
18 - Québec	Fixation	957
	Révision	9
	Non-paiement	3 977
	Causes civiles	2 365
22 - Gatineau	Fixation	446
	Révision	0
	Non-paiement	2 591
	Causes civiles	1 498
23 - Saint-Hyacinthe	Fixation	83
	Révision	0
	Non-paiement	375
	Causes civiles	328
24 - Granby	Fixation	111
	Révision	2
	Non-paiement	576
	Causes civiles	489
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Fixation	235
	Révision	4
	Non-paiement	619
	Causes civiles	429
26 - Sherbrooke	Fixation	300
	Révision	2
	Non-paiement	1 068
	Causes civiles	722
27 - Valleyfield	Fixation	148
	Révision	1
	Non-paiement	939
	Causes civiles	723
28 - Saint-Jérôme	Fixation	379
	Révision	4
	Non-paiement	1 503
	Causes civiles	1 245
29 - Joliette	Fixation	101
	Révision	3
	Non-paiement	765
	Causes civiles	543
31 - Montréal	Fixation	10 945
	Révision	194
	Non-paiement	14 655
	Causes civiles	11 790
36 - Laval	Fixation	1 082
	Révision	3
	Non-paiement	2 111
	Causes civiles	1 688
37 - Longueuil	Fixation	1 212
	Révision	7
	Non-paiement	2 450
	Causes civiles	2 244

¹ Données extraites au 31 janvier

10. c) le nombre de décisions rendues;

Volume des décisions rendues		2025-2026¹
Fixation		6 262
Révision		191
Non-paiement		20 336
Causes civiles		13 444

¹ Données extraites au 31 janvier

Volume des décisions rendues		2025-2026¹
2 - Saguenay	Fixation	17
	Révision	0
	Non-paiement	318
	Causes civiles	292
	Total	627
4 - Roberval	Fixation	3
	Révision	0
	Non-paiement	58
	Causes civiles	42
	Total	103
6 - Rimouski	Fixation	13
	Révision	1
	Non-paiement	167
	Causes civiles	94
	Total	275
7 - Rivière-du-Loup	Fixation	1
	Révision	0
	Non-paiement	56
	Causes civiles	70
	Total	127
8 - Gaspé	Fixation	3
	Révision	0
	Non-paiement	94
	Causes civiles	57
	Total	154
10 – Sept-Îles	Fixation	3
	Révision	0
	Non-paiement	92
	Causes civiles	34
	Total	129
11 - Baie-Comeau	Fixation	0
	Révision	0
	Non-paiement	68
	Causes civiles	24
	Total	92
12 - Rouyn-Noranda	Fixation	121
	Révision	0
	Non-paiement	278
	Causes civiles	83
	Total	482
13 - Val-d'Or	Fixation	2
	Révision	0
	Non-paiement	137
	Causes civiles	78
	Total	217
14 - Shawinigan	Fixation	14
	Révision	0
	Non-paiement	245
	Causes civiles	158
	Total	417

Volume des décisions rendues		2025-2026 ¹
15 - Trois-Rivières	Fixation	39
	Révision	2
	Non-paiement	458
	Causes civiles	340
	Total	839
16 - Drummondville	Fixation	43
	Révision	0
	Non-paiement	431
	Causes civiles	258
	Total	732
18 - Québec	Fixation	337
	Révision	4
	Non-paiement	2 024
	Causes civiles	1 017
	Total	3 382
22 - Gatineau	Fixation	47
	Révision	1
	Non-paiement	1 566
	Causes civiles	780
	Total	2 394
23 - Saint-Hyacinthe	Fixation	23
	Révision	2
	Non-paiement	229
	Causes civiles	169
	Total	423
24 - Granby	Fixation	55
	Révision	0
	Non-paiement	281
	Causes civiles	230
	Total	566
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Fixation	152
	Révision	14
	Non-paiement	390
	Causes civiles	254
	Total	810
26 - Sherbrooke	Fixation	59
	Révision	3
	Non-paiement	587
	Causes civiles	351
	Total	1 000
27 - Valleyfield	Fixation	60
	Révision	3
	Non-paiement	587
	Causes civiles	356
	Total	1 006
28 - Saint-Jérôme	Fixation	146
	Révision	2
	Non-paiement	992
	Causes civiles	735
	Total	1 875
29 - Joliette	Fixation	36
	Révision	1
	Non-paiement	452
	Causes civiles	262
	Total	751
31 - Montréal	Fixation	4 125
	Révision	138
	Non-paiement	8 055
	Causes civiles	5 597
	Total	17 915

Volume des décisions rendues		2025-2026¹
36 - Laval	Fixation	386
	Révision	8
	Non-paiement	1 288
	Causes civiles	863
	Total	2 545
37 - Longueuil	Fixation	577
	Révision	12
	Non-paiement	1 483
	Causes civiles	1 300
	Total	3 372

¹ Données extraites au 31 janvier

10. d) les délais entre le dépôt de la requête et l'audition;

Tribunal administratif du logement

Délai pour une première audience (en mois)	Moyenne 2025-2026¹
Fixation et révision	12,2
Non-paiement	2,0
Causes urgentes	2,1
Causes prioritaires	7,1
Causes générales	9,0
Toutes causes confondues	4,2

¹ Données extraites au 31 janvier

Délai pour une première audience (en mois)	2025-2026¹	
Fixation et Révision	2 - Saguenay	9,8
	4 - Roberval	8,0
	6 - Rimouski	6,4
	7 - Rivière-du-Loup	11,9
	8 - Gaspé	8,0
	10 - Sept-Îles	11,9
	11 - Baie-Comeau	0,0
	12 - Rouyn-Noranda	11,0
	13 - Val-d'Or	9,9
	14 - Shawinigan	6,5
	15 - Trois-Rivières	7,5
	16 - Drummondville	11,8
	18 - Québec	14,4
	22 - Gatineau	11,8
	23 - Saint-Hyacinthe	10,8
	24 - Granby	9,1
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	9,7
	26 -Sherbrooke	6,5
	27- Valleyfield	8,0
	28 - Saint-Jérôme	9,7
29 - Joliette	6,8	
31 - Montréal	12,1	
36 - Laval	13,3	
37 - Longueuil	15,2	
	Moyenne: TAL	12,2
Non-paiement	2 - Saguenay	2,1
	4 - Roberval	2,2
	6 - Rimouski	2,0
	7 - Rivière-du-Loup	1,8
	8 - Gaspé	2,2
	10 - Sept-Îles	2,0
	11 - Baie-Comeau	2,0
	12 - Rouyn-Noranda	5,5
	13 - Val-d'Or	2,1
	14 - Shawinigan	2,0
	15 - Trois-Rivières	1,9
	16 - Drummondville	2,2
	18 - Québec	2,2
22 - Gatineau	1,9	
23 - Saint-Hyacinthe	2,2	
24 - Granby	2,5	
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	2,4	
26 -Sherbrooke	1,9	
27- Valleyfield	1,7	
28 - Saint-Jérôme	2,2	
29 - Joliette	2,6	

Délai pour une première audience (en mois)		2025-2026 ¹
	31 - Montréal	1,8
	36 - Laval	2,2
	37 - Longueuil	2,1
	Moyenne: TAL	2,0
Causes urgentes	2 - Saguenay	2,4
	4 - Roberval	2,4
	6 - Rimouski	2,0
	7 - Rivière-du-Loup	1,9
	8 - Gaspé	2,1
	10 - Sept-Îles	1,4
	11 - Baie-Comeau	2,8
	12 - Rouyn-Noranda	1,9
	13 - Val-d'Or	1,9
	14 - Shawinigan	2,0
	15 - Trois-Rivières	1,6
	16 - Drummondville	1,7
	18 - Québec	2,2
	22 - Gatineau	1,9
	23 - Saint-Hyacinthe	2,4
	24 - Granby	2,0
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	2,6
	26 - Sherbrooke	1,7
	27 - Valleyfield	1,6
	28 - Saint-Jérôme	2,2
	29 - Joliette	2,8
	31 - Montréal	2,0
	36 - Laval	2,1
37 - Longueuil	3,0	
	Moyenne: TAL	2,1
Causes prioritaires	2 - Saguenay	4,4
	4 - Roberval	3,2
	6 - Rimouski	6,5
	7 - Rivière-du-Loup	4,0
	8 - Gaspé	4,5
	10 - Sept-Îles	7,0
	11 - Baie-Comeau	5,3
	12 - Rouyn-Noranda	5,2
	13 - Val-d'Or	8,0
	14 - Shawinigan	4,8
	15 - Trois-Rivières	7,3
	16 - Drummondville	3,6
	18 - Québec	6,7
	22 - Gatineau	6,2
	23 - Saint-Hyacinthe	8,3
	24 - Granby	5,8
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	8,3
	26 - Sherbrooke	4,4
	27 - Valleyfield	7,2
	28 - Saint-Jérôme	6,0
	29 - Joliette	6,7
	31 - Montréal	6,8
	36 - Laval	8,3
37 - Longueuil	12,4	
	Moyenne: TAL	7,1
Causes générales	2 - Saguenay	6,0
	4 - Roberval	3,1
	6 - Rimouski	10,7
	7 - Rivière-du-Loup	6,0
	8 - Gaspé	5,4
	10 - Sept-Îles	6,9
	11 - Baie-Comeau	8,0

Délai pour une première audience (en mois)		2025-2026¹
	12 - Rouyn-Noranda	6,3
	13 - Val-d'Or	7,6
	14 - Shawinigan	7,3
	15 - Trois-Rivières	7,9
	16 - Drummondville	8,5
	18 - Québec	7,6
	22 - Gatineau	9,0
	23 - Saint-Hyacinthe	7,6
	24 - Granby	6,2
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	6,8
	26 - Sherbrooke	4,8
	27 - Valleyfield	8,1
	28 - Saint-Jérôme	12,8
	29 - Joliette	7,3
	31 - Montréal	9,3
	36 - Laval	10,8
	37 - Longueuil	11,1
	Moyenne: TAL	9,0

¹ Données extraites au 31 janvier

10. e) les délais entre l'audition et la signification de la décision;

Tribunal administratif du logement

Délai pour rendre une décision (en jours civils)	2025-2026¹
Fixation et révision	56
Non-paiement	27
Causes civiles	35

¹ Données extraites au 31 janvier

Délai pour rendre une décision (en jours civils)	2025-2026¹	
Fixation et Révision	2 - Saguenay	40
	4 - Roberval	47
	6 - Rimouski	40
	7 - Rivière-du-Loup	50
	8 - Gaspé	85
	10 - Sept-Îles	49
	11 - Baie-Comeau	0
	12 - Rouyn-Noranda	114
	13 - Val-d'Or	37
	14 - Shawinigan	58
	15 - Trois-Rivières	51
	16 - Drummondville	59
	18 - Québec	54
	22 - Gatineau	44
	23 - Saint-Hyacinthe	63
	24 - Granby	43
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	60
	26 - Sherbrooke	42
	27 - Valleyfield	53
	28 - Saint-Jérôme	53
29 - Joliette	46	
31 - Montréal	55	
36 - Laval	63	
37 - Longueuil	48	
	Moyenne: TAL	56
Non-paiement	2 - Saguenay	25
	4 - Roberval	30
	6 - Rimouski	27
	7 - Rivière-du-Loup	31
	8 - Gaspé	29
	10 - Sept-Îles	24
	11 - Baie-Comeau	31
	12 - Rouyn-Noranda	42
	13 - Val-d'Or	31
	14 - Shawinigan	24
	15 - Trois-Rivières	19
	16 - Drummondville	18
	18 - Québec	24
	22 - Gatineau	35
	23 - Saint-Hyacinthe	23
	24 - Granby	32
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	22	
26 - Sherbrooke	17	
27 - Valleyfield	28	
28 - Saint-Jérôme	27	
29 - Joliette	22	

Délai pour rendre une décision (en jours civils)		2025-2026¹
Non-paiement	31 - Montréal	29
	36 - Laval	26
	37 - Longueuil	22
	Moyenne: TAL	27
Causes civiles	2 - Saguenay	25
	4 - Roberval	29
	6 - Rimouski	28
	7 - Rivière-du-Loup	34
	8 - Gaspé	31
	10 - Sept-Îles	29
	11 - Baie-Comeau	39
	12 - Rouyn-Noranda	23
	13 - Val-d'Or	49
	14 - Shawinigan	31
	15 - Trois-Rivières	34
	16 - Drummondville	40
	18 - Québec	24
	22 - Gatineau	51
	23 - Saint-Hyacinthe	34
	24 - Granby	45
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	31
	26 - Sherbrooke	25
	27 - Valleyfield	34
	28 - Saint-Jérôme	46
29 - Joliette	47	
31 - Montréal	35	
36 - Laval	36	
37 - Longueuil	30	
	Moyenne: TAL	35

¹ Données extraites au 31 janvier

10. f) le nombre de décisions contestées;

Tribunal administratif du logement

Demandes de contestation d'une décision	2025-2026¹
Révision d'une décision en fixation	230
Rétractation d'une décision - Propriétaires	496
Rétractation d'une décision - Locataires	2 118

¹ Données extraites au 31 janvier

Demandes de contestation d'une décision		2025-2026¹
Révision d'une décision en fixation	2 - Saguenay	0
	4 - Roberval	0
	6 - Rimouski	0
	7 - Rivière-du-Loup	0
	8 - Gaspé	0
	10 - Sept-Îles	0
	11 - Baie-Comeau	0
	12 - Rouyn-Noranda	0
	13 - Val-d'Or	0
	14 - Shawinigan	0
	15 - Trois-Rivières	0
	16 - Drummondville	1
	18 - Québec	9
	22 - Gatineau	0
	23 - Saint-Hyacinthe	0
	24 - Granby	2
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	4
	26 - Sherbrooke	2
	27 - Valleyfield	1
	28 - Saint-Jérôme	4
29 - Joliette	3	
31 - Montréal	194	
36 - Laval	3	
37 - Longueuil	7	
Total: TAL	230	
Rétractation d'une décision Propriétaires	2 - Saguenay	7
	4 - Roberval	0
	6 - Rimouski	4
	7 - Rivière-du-Loup	1
	8 - Gaspé	1
	10 - Sept-Îles	0
	11 - Baie-Comeau	0
	12 - Rouyn-Noranda	0
	13 - Val-d'Or	3
	14 - Shawinigan	8
	15 - Trois-Rivières	18
	16 - Drummondville	3
	18 - Québec	17
	22 - Gatineau	23
	23 - Saint-Hyacinthe	4
	24 - Granby	6
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	7
	26 - Sherbrooke	3
	27 - Valleyfield	7
	28 - Saint-Jérôme	13
29 - Joliette	8	
31 - Montréal	277	
36 - Laval	29	
37 - Longueuil	57	
Total: TAL	496	

Demandes de contestation d'une décision		2025-2026 ¹
Rétractation d'une décision Locataires	2 - Saguenay	46
	4 - Roberval	6
	6 - Rimouski	24
	7 - Rivière-du-Loup	3
	8 - Gaspé	6
	10 - Sept-Îles	6
	11 - Baie-Comeau	3
	12 - Rouyn-Noranda	5
	13 - Val-d'Or	13
	14 - Shawinigan	19
	15 - Trois-Rivières	37
	16 - Drummondville	31
	18 - Québec	125
	22 - Gatineau	138
	23 - Saint-Hyacinthe	18
	24 - Granby	18
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	30
	26 - Sherbrooke	32
	27 - Valleyfield	53
	28 - Saint-Jérôme	91
29 - Joliette	54	
31 - Montréal	1 015	
36 - Laval	175	
37 - Longueuil	170	
Total: TAL	2 118	

¹ Données extraites au 31 janvier

10. g) le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées;

Les conclusions d'une décision ne se prêtent pas à la saisie informatique.

Quant aux décisions qui auraient pu être contestées à la Cour du Québec, il n'est pas possible d'obtenir des statistiques précises puisque ni les parties, ni la Cour du Québec n'ont l'obligation de transmettre au Tribunal administratif du logement une copie de la requête. Toutefois, selon les données enregistrées au Tribunal administratif du logement, le nombre de décisions contestées s'avère peu significatif compte tenu du volume de décisions rendues.

10. h) le nombre de forclos.

Limitations procédurales ordonnées par le Tribunal	2025-2026¹
2 - Saguenay	7
4 - Roberval	0
6 - Rimouski	5
7 - Rivière-du-Loup	0
8 - Gaspé	2
10 - Sept-Îles	0
11 - Baie-Comeau	0
12 - Rouyn-Noranda	1
13 - Val-d'Or	2
14 - Shawinigan	3
15 - Trois-Rivières	11
16 - Drummondville	2
18 - Québec	23
22 - Gatineau	23
23 - Saint-Hyacinthe	2
24 - Granby	4
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	10
26 -Sherbrooke	2
27- Valleyfield	16
28 - Saint-Jérôme	24
29 - Joliette	11
31 - Montréal	159
36 - Laval	38
37 - Longueuil	45
Total : Tribunal administratif du logement	390

¹ Données extraites au 31 janvier

10. i) le nombre d'appels répondus par les préposés aux renseignements;

DONNÉES SUR LA TÉLÉPHONIE		2025-2026¹
Nombre d'appels répondus		110 237

¹ Données extraites au 31 janvier

10. j) le nombre d'appels répondus par les préposés de Services Québec;

DONNÉES SUR LA TÉLÉPHONIE		2025-2026¹
Nombre d'appels répondus par les préposés de Services Québec		0

¹ Données extraites au 31 janvier

10. k) le nombre d'appels traités par le système de réponse vocale interactif;

DONNÉES SUR LA TÉLÉPHONIE		2025-2026¹
Nombre d'appels traités		619 894

¹ Données extraites au 31 janvier

10. l) le temps d'attente moyen au téléphone;

DONNÉES SUR LA TÉLÉPHONIE		2025-2026¹
Temps d'attente moyen (Min)		11,53

¹ Données extraites au 31 janvier

10. m) le temps de la durée moyenne de navigation au sein du service de réponse vocale interactif;

DONNÉES SUR LA TÉLÉPHONIE		2025-2026¹
Temps de la durée moyenne dans la RVI (Min)		2,72

¹ Données extraites au 31 janvier

10. n) le nombre d'appels non répondus;

DONNÉES SUR LA TÉLÉPHONIE	2025-2026¹
Appels abandonnés	17 666
Transferts d'appels non réussis	174 647
Nombre d'appels refusés dans le système de réponse vocale interactive (RVI)	0
Appels ayant raccrochés dans le système de réponse vocale interactive (RVI)*	619 894

¹ Données extraites au 31 janvier

* Le système de réponse vocale interactive offre des capsules d'information sur les droits et obligations résultant du bail de logement qui permettent en tout temps aux citoyens d'obtenir réponse à leurs questions générales sans avoir à parler à un technicien aux renseignements. Ces données incluent les appels effectués en dehors des heures d'ouverture du service téléphonique.

11. Fournir le bilan de l'application de la loi n° 162 : *Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau* sanctionnée le 31 mai 2018.

Sans objet



ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Avril 2026

QUESTIONS ADRESSÉES AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU LOGEMENT

par Québec solidaire

- 1) Fournir la liste des différents programmes du Tribunal administratif du logement pour l'année écoulée, ainsi que les dépenses encourues.
- 2) Donner le nombre de juges du Tribunal administratif du logement, ainsi que le nombre de postes vacants, par région. Le nombre d'embauche dans la dernière année.
- 3) Le nombre total d'employés au TAL et l'évolution dans les 3 dernières années.
- 4) Indiquer le délai moyen de traitement pour toutes les causes au Québec, du dépôt de la demande à la clôture du dossier, puis indiquer les délais moyens selon la catégorie de causes. Ventiler par région.
- 5) Au sein des causes "urgentes" indiquer le délai moyen de traitement, du dépôt de la demande à la clôture du dossier, des causes identifiées comme pouvant soulever des risques pour la santé ou la sécurité d'une personne ou concernant la salubrité du logement.
- 6) Au sein des causes en fixation ou révision de loyer, indiquer le nombre et la proportion de demandes concernant un renouvellement de bail en date du ou avant le 1er juillet 2025 qui n'étaient pas conclues au 1er janvier 2026.
- 7) Les statistiques pour l'année écoulée au sujet du volume de demandes introduites et relancées devant le Tribunal, ventilées par type de demandes pour l'ensemble du Québec et par région.
- 8) Concernant les évictions pour agrandissement, subdivision ou changement d'affectation : le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée. Ventiler selon qu'il s'agisse d'un agrandissement, d'une subdivision ou d'un changement d'affectation.
- 9) Le nombre de causes impliquant une éviction jugée frauduleuse.
- 10) Le nombre de causes impliquant une cession de bail.

- 11) Le nombre de cause impliquant une utilisation frauduleuse de la clause G.
- 12) Le nombre de causes ayant mené au versement de dommages envers un locataire. Détailler la moyenne des paiements, ainsi que les montants maximums qui ont été versés. Ventiler selon le type de dommages (moraux, punitifs, intérêts, etc.)
- 13) Concernant les évictions en raison de non-paiement : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.
- 14) Concernant les reprises de logement : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée. Fournir le nombre et la proportion de ces causes où la reprise de logement a été rejetée, et ventiler selon le motif du rejet.
- 15) Concernant les demandes en fixation du loyer : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.
- 16) Fournir une liste de toutes les actions réalisées dans le cadre de la mission du Tribunal consistant « à informer les citoyens sur les droits et obligations découlant du bail », en indiquant :
- a) le nom de l'action ;
 - b) le programme ou le projet dont elle est issue ;
 - c) la dépense encourue ;
 - d) le nombre d'employés affectés ;
 - e) une estimation de l'auditoire atteint par l'action.
- 17) Fournir une liste de toutes les actions réalisées dans le cadre de la mission du Tribunal consistant « à favoriser la conciliation des relations entre propriétaires et locataires », en indiquant :
- a) le nom de l'action ;
 - b) le programme ou le projet dont elle est issue ;
 - c) la dépense encourue ;
 - d) le nombre d'employés affectés ;
 - e) une estimation de l'auditoire atteint par l'action.
- 18) Concernant la clause F : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.

1. Fournir la liste des différents programmes du Tribunal administratif du logement pour l'année écoulée, ainsi que les dépenses encourus :
-

Le Tribunal administratif du logement n'administre aucun programme. Toutefois, il fait partie du portefeuille du ministère des Affaires municipales et Habitation au 2^{ème} élément du programme 8 (Habitation).

Au 31 janvier 2026, les dépenses encourues sont de 30 303 978 \$.

2. Donner le nombre de juges du Tribunal administratif du logement, ainsi que le nombre de postes vacants, par région. Le nombre d'embauche dans la dernière année.

Au 31 janvier 2026, le nombre de membres du Tribunal par région excluant les membres assignés à des fonctions administratives de président et vice-président ainsi que les postes vacants :

Région	Nombre de membres
Saguenay-Lac-St-Jean	1
Québec	4
Mauricie	1
Estrie	2
Outaouais	3
Montréal	33
Laval	4
Laurentides	2
Montérégie	6
Total	56

Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, 1 nouveau membre a été nommé et 6 ont fait l'objet d'un renouvellement.

3. Le nombre total d'employés au TAL et l'évolution dans les 3 dernières années.

Nombre total d'employés réguliers et occasionnels au Tribunal administratif du logement.

Années financières	Nombre total d'employé
2025-2026*	214
2024-2025	212
2023-2024	213

* Au 31 janvier 2026

4. Indiquer le délai moyen de traitement pour toutes les causes au Québec, du dépôt de la demande à la clôture du dossier, puis indiquer les délais moyens selon la catégorie de causes. Ventiler par région.

Après la fixation d'une date pour une première audience, plusieurs facteurs hors du contrôle du Tribunal peuvent influencer sur le délai, comme les demandes de remise en provenance des parties, le dépôt de demandes incidentes ou encore les ajournements. Le délai moyen de traitement total d'un dossier ne permet donc pas d'analyser avec justesse la célérité de traitement des demandes par le Tribunal.

Tribunal administratif du logement

Délai moyen de traitement total d'un dossier fermé par décision (en mois)	Moyenne 2025-2026¹
Fixation et révision	15,7
Non-paiement	4,0
Causes civiles	10,9
Toutes causes confondues	7,7

¹ Données extraites au 31 janvier

Délai moyen de traitement total d'un dossier fermé par décision (en mois)		Moyenne 2025-2026¹
Fixation et Révision	2 - Saguenay	13,0
	4 - Roberval	11,4
	6 - Rimouski	15,1
	7 - Rivière-du-Loup	23,0
	8 - Gaspé	19,5
	10 - Sept-Îles	17,3
	11 - Baie-Comeau	0,0
	12 - Rouyn-Noranda	30,1
	13 - Val-d'Or	11,3
	14 - Shawinigan	12,8
	15 - Trois-Rivières	12,1
	16 - Drummondville	14,7
	18 - Québec	17,9
	22 - Gatineau	15,1
	23 - Saint-Hyacinthe	13,2
	24 - Granby	12,8
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	17,2
	26 - Sherbrooke	14,3
	27 - Valleyfield	12,7
	28 - Saint-Jérôme	11,6
29 - Joliette	10,8	
31 - Montréal	15,1	
36 - Laval	14,7	
37 - Longueuil	18,2	
	Moyenne: TAL	15,7
Non-paiement	2 - Saguenay	3,9
	4 - Roberval	3,6
	6 - Rimouski	4,3
	7 - Rivière-du-Loup	5,0
	8 - Gaspé	4,6
	10 - Sept-Îles	4,6
	11 - Baie-Comeau	5,2
	12 - Rouyn-Noranda	7,9
	13 - Val-d'Or	4,5
	14 - Shawinigan	3,7
	15 - Trois-Rivières	3,9
	16 - Drummondville	3,6
	18 - Québec	3,8
22 - Gatineau	3,8	
23 - Saint-Hyacinthe	4,1	

Délai moyen de traitement total d'un dossier fermé par décision (en mois)		Moyenne 2025-2026 ¹
Non-paiement	24 - Granby	4,5
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	4,2
	26 - Sherbrooke	2,9
	27- Valleyfield	3,8
	28 - Saint-Jérôme	4,4
	29 - Joliette	4,6
	31 - Montréal	3,8
	36 - Laval	4,3
	37 - Longueuil	4,0
	Moyenne: TAL	4,0
Causes civiles	2 - Saguenay	6,3
	4 - Roberval	6,6
	6 - Rimouski	11,8
	7 - Rivière-du-Loup	9,6
	8 - Gaspé	7,6
	10 - Sept-Îles	6,8
	11 - Baie-Comeau	8,5
	12 - Rouyn-Noranda	8,9
	13 - Val-d'Or	12,1
	14 - Shawinigan	7,8
	15 - Trois-Rivières	9,3
	16 - Drummondville	9,8
	18 - Québec	8,5
	22 - Gatineau	10,7
	23 - Saint-Hyacinthe	9,5
	24 - Granby	8,9
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	10,4
	26 - Sherbrooke	6,4
	27- Valleyfield	11,2
	28 - Saint-Jérôme	13,6
29 - Joliette	8,9	
31 - Montréal	11,6	
36 - Laval	11,0	
37 - Longueuil	14,2	
Moyenne: TAL	10,9	
Toutes causes confondues	2 - Saguenay	5,1
	4 - Roberval	5,1
	6 - Rimouski	6,8
	7 - Rivière-du-Loup	7,3
	8 - Gaspé	5,9
	10 - Sept-Îles	5,2
	11 - Baie-Comeau	5,8
	12 - Rouyn-Noranda	13,6
	13 - Val-d'Or	6,5
	14 - Shawinigan	5,1
	15 - Trois-Rivières	6,0
	16 - Drummondville	6,0
	18 - Québec	6,4
	22 - Gatineau	5,8
	23 - Saint-Hyacinthe	6,3
	24 - Granby	6,7
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	8,6
	26 - Sherbrooke	4,7
	27- Valleyfield	6,3
	28 - Saint-Jérôme	7,7
29 - Joliette	6,0	
31 - Montréal	8,4	
36 - Laval	7,8	
37 - Longueuil	9,7	
Moyenne: TAL	7,7	

¹ Données extraites au 31 janvier

5. Au sein des causes « urgentes » indiquer le délai moyen de traitement, du dépôt de la demande à la clôture du dossier, des causes identifiées comme pouvant soulever des risques pour la santé ou la sécurité d'une personne ou concernant la salubrité du logement

Pour l'exercice financier 2025-2026, au 31 janvier 2026, aucune demande concernant une cause urgente présentant une menace sérieuse pour la santé ou la sécurité des occupants n'a été déposée.

6. Au sein des causes en fixation ou révision de loyer, indiquer le nombre et la proportion de demandes concernant un renouvellement de bail en date du ou avant le 1^{er} juillet 2025 qui n'étaient pas conclues au 1^{er} janvier 2026.

Puisque les revenus de l'immeuble pour l'année précédant le début du bail ou pour l'avant-dernière année précédant celui-ci sont pris en compte dans le calcul, les décisions relatives à la fixation des loyers des années précédentes pour tout l'immeuble doivent être finales avant qu'une décision puisse être rendue pour l'année en cours.

Volume des demandes en fixation et révision par année d'ajustement	Inventaire au 1 ^{er} janvier 2026	Inventaire au 1 ^{er} janvier 2026 (pour une 1 ^{ère} audience)	Volume des demandes introduites	Proportion des demandes en attente par rapport aux demandes introduites
Année d'ajustement 2017 à 2022 (renouvellement du bail entre le 2 avril 2017 et le 1 ^{er} avril 2023)	343	113	38 138	0,9%
Année d'ajustement 2023 (renouvellement du bail entre le 2 avril 2023 et le 1 ^{er} avril 2024)	334	147	21 105	1,6%
Année d'ajustement 2024 (renouvellement du bail entre le 2 avril 2024 et le 1 ^{er} avril 2025)	2 517	1 807	22 570	11,2%
Année d'ajustement 2025 (renouvellement du bail entre le 2 avril 2025 et le 1 ^{er} avril 2026)	14 574	14 400	23 407	62,3%
Année d'ajustement 2026 (renouvellement du bail entre le 2 avril 2026 et le 1 ^{er} avril 2027)	207	204	322	64,3%
Total	17 975	16 671	105 542	17,0%

7. Les statistiques pour l'année écoulée au sujet du volume de demandes introduites et relancées devant le Tribunal, ventilées par type de demandes pour l'ensemble du Québec et par région.

La réponse est fournie à la question 12 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle, Volet-Habitation.

8. Concernant les évictions pour agrandissement, subdivision ou changement d'affectation : le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée. Ventiler selon qu'il s'agisse d'un agrandissement, d'une subdivision ou d'un changement d'affectation.

Tribunal administratif du logement

Volume des nouvelles demandes introduites - Évictions	2025-2026¹
Total	5
02 - Saguenay	0
04 - Roberval	0
06 - Rimouski	0
07 - Rivière-du-Loup	0
08 - Gaspé	0
10- Sept-Îles	0
11- Baie-Comeau	0
12 - Rouyn-Noranda	0
13 - Val-d'Or	0
14 - Shawinigan	0
15 - Trois-Rivières	0
16 - Drummondville	0
18 - Québec	0
22 - Gatineau	0
23 - Saint-Hyacinthe	0
24 - Granby	2
25 - Saint-Jean	0
26 - Sherbrooke	1
27 - Valleyfield	0
28 - Saint-Jérôme	0
29 - Joliette	0
31 - Village Olympique	2
36 - Laval	0
37 - Longueuil	0

¹ Données extraites au 31 janvier

Demands concernant une opposition en lien avec un agrandissement, subdivision ou changement d'affectation et, depuis le 21 février 2024, demandes par le propriétaire en lien avec une éviction pour agrandissement, subdivision ou changement d'affectation.

Nombre de décisions rendues

Tribunal administratif du logement

Volume des décisions rendues - Évictions	2025-2026¹
Total	84
02 - Saguenay	0
04 - Roberval	0
06 - Rimouski	0
07 - Rivière-du-Loup	0
08 - Gaspé	0
10- Sept-Îles	0
11- Baie-Comeau	0
12 - Rouyn-Noranda	0
13 - Val-d'Or	0
14 - Shawinigan	0
15 - Trois-Rivières	0
16 - Drummondville	0
18 - Québec	1
22 - Gatineau	2
23 - Saint-Hyacinthe	0
24 - Granby	0
25 - Saint-Jean	2
26 - Sherbrooke	0
27 - Valleyfield	1
28 - Saint-Jérôme	0
29 - Joliette	0
31 - Village Olympique	73
36 - Laval	5
37 - Longueuil	0

¹ Données en date du 31 janvier

Décisions concernant une opposition en lien avec un agrandissement, subdivision ou changement d'affectation et, depuis le 21 février 2024, décisions concernant une demande par le propriétaire en lien avec une éviction pour agrandissement, subdivision ou changement d'affectation.

9. Le nombre de causes impliquant une éviction jugée frauduleuse.

Volume de nouvelles demandes introduites - Recours en dommages-intérêts pour reprise ou éviction de mauvaise foi	
	2025-2026¹
Éviction de mauvaise foi	42
Reprise de logement de mauvaise foi	217

¹ Données extraites au 31 janvier 2026

10. Le nombre de causes impliquant une cession de bail.

Volume des nouvelles demandes introduites – Concernant la cession de bail		2025-2026¹
Cession de bail		184

¹ Données extraites au 31 janvier

11. Le nombre de cause impliquant une utilisation frauduleuse de la clause G.

Volume des nouvelles demandes introduites – Dommages – intérêts punitifs – Fausse déclaration à l’avis ou omission (clause G)	2025-2026¹
Dommages – intérêts punitifs – Fausse déclaration à l’avis ou omission (clause G)	4

¹ Données extraites au 31 janvier

12. Le nombre de causes ayant mené au versement de dommages envers un locataire. Détailler la moyenne des paiements, ainsi que les montants maximums qui ont été versés. Ventiler selon le type de dommages (moraux, punitifs, intérêts, etc.)

Le Tribunal ne détient pas de données concernant « [l]e nombre de causes ayant mené au versement de dommages et intérêts envers un locataire » puisque les conclusions d'une décision ne se prêtent pas à la saisie informatique.

La moyenne des dommages accordés n'a pas de réelle valeur interprétative puisque le montant accordé dépend de la somme qui a été demandée par le demandeur. Au surplus, en matière de dommages-intérêts punitifs, le montant accordé ne peut excéder, en valeur, ce qui est suffisant pour assurer une fonction préventive. Le montant accordé s'apprécie en tenant compte de toutes les circonstances appropriées, notamment de la gravité de la faute du débiteur, de sa situation patrimoniale ou de l'étendue de la réparation à laquelle il est déjà tenu envers le créancier, ainsi que, le cas échéant, du fait que la prise en charge du paiement réparateur est, en tout ou en partie, assumée par un tiers (art. 1621 CCQ).

13. Concernant les évictions en raison de non-paiement : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.

Tribunal administratif du logement

Volume des demandes introduites - Non-paiement	2025-2026¹
Total	35 416
02 - Saguenay	532
04 - Roberval	112
06 - Rimouski	251
07 - Rivière-du-Loup	124
08 - Gaspé	126
10- Sept-Îles	137
11- Baie-Comeau	93
12 - Rouyn-Noranda	197
13 - Val-d'Or	234
14 - Shawinigan	430
15 - Trois-Rivières	843
16 - Drummondville	708
18 - Québec	3 977
22 - Gatineau	2 591
23 - Saint-Hyacinthe	375
24 - Granby	576
25 - Saint-Jean	619
26 - Sherbrooke	1 068
27 - Valleyfield	939
28 - Saint-Jérôme	1 503
29 - Joliette	765
31 - Village Olympique	14 655
36 - Laval	2 111
37 - Longueuil	2 450

¹ Données extraites au 31 janvier

Nombre de décisions rendues

Tribunal administratif du logement

Volume des décisions rendues - Non-paiement	2025-2026¹
Total	20 336
02 - Saguenay	318
04 - Roberval	58
06 - Rimouski	167
07 - Rivière-du-Loup	56
08 - Gaspé	94
10- Sept-Îles	92
11- Baie-Comeau	68
12 - Rouyn-Noranda	278
13 - Val-d'Or	137
14 - Shawinigan	245
15 - Trois-Rivières	458
16 - Drummondville	431
18 - Québec	2 024
22 - Gatineau	1 566
23 - Saint-Hyacinthe	229
24 - Granby	281
25 - Saint-Jean	390
26 - Sherbrooke	587
27 - Valleyfield	587
28 - Saint-Jérôme	992
29 - Joliette	452
31 - Village Olympique	8 055
36 - Laval	1 288
37 - Longueuil	1 483

¹ Données en date du 31 janvier

14. Concernant les reprises de logement : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée. Fournir le nombre et la proportion de ces causes où la reprise de logement a été rejetée, et ventiler selon le motif du rejet.

Tribunal administratif du logement

Le Tribunal ne détient pas de données concernant « [l]e nombre et la proportion de ces causes où la reprise de logement a été rejetée, [ventilé] selon le motif du rejet » puisque les conclusions d'une décision ne se prêtent pas à la saisie informatique.

Volume des nouvelles demandes introduites - Reprises de logement	2025-2026¹
Total	1 758
02 - Saguenay	39
04 - Roberval	3
06 - Rimouski	9
07 - Rivière-du-Loup	5
08 - Gaspé	8
10- Sept-Îles	1
11- Baie-Comeau	1
12 - Rouyn-Noranda	8
13 - Val-d'Or	11
14 - Shawinigan	18
15 - Trois-Rivières	39
16 - Drummondville	25
18 - Québec	91
22 - Gatineau	65
23 - Saint-Hyacinthe	19
24 - Granby	20
25 - Saint-Jean	39
26 - Sherbrooke	42
27 - Valleyfield	61
28 - Saint-Jérôme	93
29 - Joliette	27
31 - Village Olympique	871
36 - Laval	126
37 - Longueuil	137

¹ Données extraites au 31 janvier

Nombre de décisions rendues

Tribunal administratif du logement

Volume des décisions rendues - Reprises de logement	2025-2026¹
Total	1 361
02 - Saguenay	18
04 - Roberval	2
06 - Rimouski	4
07 - Rivière-du-Loup	0
08 - Gaspé	5
10- Sept-Îles	0
11- Baie-Comeau	1
12 - Rouyn-Noranda	7
13 - Val-d'Or	6
14 - Shawinigan	11
15 - Trois-Rivières	21
16 - Drummondville	14
18 - Québec	59
22 - Gatineau	55
23 - Saint-Hyacinthe	10
24 - Granby	14
25 - Saint-Jean	31
26 - Sherbrooke	30
27 - Valleyfield	47
28 - Saint-Jérôme	77
29 - Joliette	16
31 - Village Olympique	700
36 - Laval	108
37 - Longueuil	125

¹ Données en date du 31 janvier

15. Concernant les demandes en fixation du loyer : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.

Volume de demandes introduites en fixation et révision

Volume des demandes introduites en fixation et révision	2025-2026¹
Fixation	16 665
Révision	230

¹ Données extraites au 31 janvier

Volume des demandes introduites en fixation et révision	2025-2026¹
Total	16 895
02 - Saguenay	145
04 - Roberval	7
06 - Rimouski	35
07 - Rivière-du-Loup	18
08 - Gaspé	10
10- Sept-Îles	22
11- Baie-Comeau	7
12 - Rouyn-Noranda	90
13 - Val-d'Or	32
14 - Shawinigan	42
15 - Trois-Rivières	152
16 - Drummondville	107
18 - Québec	966
22 - Gatineau	446
23 - Saint-Hyacinthe	83
24 - Granby	113
25 - Saint-Jean	239
26 - Sherbrooke	302
27 - Valleyfield	149
28 - Saint-Jérôme	383
29 - Joliette	104
31 - Village Olympique	11 139
36 - Laval	1 085
37 - Longueuil	1 219

¹ Données extraites au 31 janvier

Volume des décisions rendues		2025-2026¹
Fixation		6 262
Révision		191

¹ Données extraites au 31 janvier

Volume des décisions rendues		2025-2026¹
2 - Saguenay	Fixation	17
	Révision	0
4 - Roberval	Fixation	3
	Révision	0
6 - Rimouski	Fixation	13
	Révision	1
7 - Rivière-du-Loup	Fixation	1
	Révision	0
8 - Gaspé	Fixation	3
	Révision	0
10 - Sept-Îles	Fixation	3
	Révision	0
11 - Baie-Comeau	Fixation	0
	Révision	0
12 - Rouyn-Noranda	Fixation	121
	Révision	0
13 - Val-d'Or	Fixation	2
	Révision	0
14 - Shawinigan	Fixation	14
	Révision	0
15 - Trois-Rivières	Fixation	39
	Révision	2
16 - Drummondville	Fixation	43
	Révision	0
18 - Québec	Fixation	337
	Révision	4
22 - Gatineau	Fixation	47
	Révision	1
23 - Saint-Hyacinthe	Fixation	23
	Révision	2
24 - Granby	Fixation	55
	Révision	0
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Fixation	152
	Révision	14
26 - Sherbrooke	Fixation	59
	Révision	3
27 - Valleyfield	Fixation	60
	Révision	3
28 - Saint-Jérôme	Fixation	146
	Révision	2
29 - Joliette	Fixation	36
	Révision	1
31 - Montréal	Fixation	4 125
	Révision	138
36 - Laval	Fixation	386
	Révision	8
37 - Longueuil	Fixation	577
	Révision	12

¹ Données extraites au 31 janvier

16. Fournir une liste de toutes les actions réalisées dans le cadre de la mission du Tribunal consistant « à informer les citoyens sur les droits et obligations découlant du bail », en indiquant :

- a) le nom de l'action;
- b) le programme ou le projet dont elle est issue;
- c) la dépense encourue;
- d) le nombre d'employés affectés;
- e) une estimation de l'auditoire atteint par l'action.

a) Le Tribunal administratif du logement donne accès à une information neutre et de qualité permettant aux citoyens de connaître leurs droits et obligations à titre de locataires ou de locateurs. Les renseignements sont donnés par téléphone, par courriel, par courrier, sur le site Web ou encore en personne dans les 26 bureaux et les 4 points de service répartis sur le territoire. Le Tribunal offre également des webinaires mensuels et publie de l'information juridique vulgarisée sur les réseaux sociaux ainsi qu'une infolettre.

b) Voir la réponse précédente.

c) La réponse à cette question sera présentée au rapport annuel de gestion 2024-2025 du Tribunal.

d) 73 employés

e) Auditoire par type de canal :

Canal	2025-2026¹
Téléphone	965 273
Entrevues et visiteurs	67 843
Courriel-Courrier postal-Télécopie	210 176
Internet	3 297 556 sessions 1 433 945 visiteurs uniques
Webinaires	1 183
Médias sociaux	≈ 4 700

¹Données extraites au 31 janvier 2025

17. Fournir une liste de toutes les actions réalisées dans le cadre de la mission du Tribunal consistant « à favoriser la conciliation des relations entre propriétaires et locataires », en indiquant :

- a) le nom de l'action;
- b) le programme ou le projet dont elle est issue;
- c) la dépense encourue;
- d) le nombre d'employés affectés;
- e) une estimation de l'auditoire atteint par l'action.

a) Service de conciliation;

b) L'article 5 de la *Loi sur la Tribunal administratif du logement* stipule que le Tribunal administratif du logement doit favoriser la conciliation entre locateurs et locataires;

c) La réponse à cette question sera présentée au rapport annuel de gestion 2025-2026 du Tribunal administratif du logement;

d) 5 employés sont affectés à la conciliation

e)

ACTIONS	2025-2026¹
Demandes traitées en conciliation	2 581
Nombre de séances tenues	1 715
Demandes fermées en conciliation	1 332

¹Données extraites au 31 janvier 2026

18. Concernant la clause F : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.

Le Tribunal ne détient pas de données relatives aux causes introduites et aux décisions rendues « concernant la clause F ».

Il n'existe pas de recours propre à la clause F. Celle-ci porte plutôt sur une exception selon laquelle les parties au bail ne peuvent saisir le Tribunal d'une demande de fixation de loyer ou de modification d'une autre condition du bail en certaines circonstances.



ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Avril 2026

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

MINISTRE DE L'HABITATION

1. Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement par le biais du discrétionnaire du ministre depuis les cinq dernières années, ainsi que le montant qu'ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé chacun d'eux.
2. Indiquer les sommes dépensées depuis les cinq dernières années par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information ainsi que les prévisions pour 2026-2027. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
3. Tous les documents et échanges avec le gouvernement fédéral concernant les projets et les montants prévus en habitation pour le Québec, concernant notamment l'entente entre Ottawa et Québec dans le cadre de la *Stratégie nationale sur le logement* sur le territoire et l'entente concernant le Fonds pour accélérer la construction de logements.
4. Tous les documents et échanges avec les gouvernements municipaux concernant le recensement d'espaces inoccupés dans les villes et municipalités du Québec et la participation du ministère à ceux-ci.
5. Tous les documents, notes, rapports, mémoires ou correspondance concernant les effets potentiels de l'abolition de la taxe de vente sur les matériaux de construction.

Tribunal administratif du logement et Régie du logement

6. Nombre de régisseurs depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
7. Nombre moyen de causes entendues par le régisseur depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
8. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs, et ce, par type de cause.
9. Statistiques sur les activités du Tribunal administratif du logement, ventilées par région, pour les 5 dernières années, en indiquant :
 - a. la nature des recours intentés, triés par type de recours;
 - b. le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête;
 - c. le nombre de décisions rendues;
 - d. les délais entre le dépôt de la requête et l'audition;
 - e. les délais entre l'audition et la signification de la décision;
 - f. le nombre de décisions contestées;
 - g. le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées;
 - h. le nombre de forclores.
10. Nombre de requêtes déposées pour éviction pour subdivision, agrandissement substantiel ou changement d'affectation d'un logement.
11. Nombre de requêtes déposées en fixation du loyer, ventilées par région, pour les 5 dernières années.
12. Bilan des actions et des montants attribués à la promotion des droits des locataires et des locateurs au cours des cinq dernières années, et les montants prévus pour 2026-2027.
13. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Tribunal administratif du logement depuis les cinq dernières années. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Société d'habitation du Québec (SHQ)

14. Dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, indiquer:
- a. le montant global, ventilé par volet du programme et par projet, des subventions versées depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
 - b. le nombre total, ventilé par année et par volet du programme, de logements réalisés en vertu de ce programme depuis 1997, ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
 - c. le nombre total, ventilé par année, de logements destinés aux personnes en situation d'itinérance réalisés en vertu de ce programme depuis 1997, ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
 - d. ventilée par circonscription électorale, la liste des municipalités, organismes ou entreprises qui ont bénéficié d'une subvention depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2026-2027. Indiquer, pour chacun, le montant de ladite subvention;
 - e. le nombre de logements communautaires créés depuis 10 ans, ventilé par année et par circonscription électorale, ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
 - f. le nombre de personnes âgées à faible revenu ayant bénéficié du programme AccèsLogis Québec – Volet II, destiné aux personnes âgées, et le bilan du nombre de logements adaptés (Volet III) accordés annuellement en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
 - g. l'état de situation, incluant le nombre et le montant total des subventions octroyées depuis les 10 dernières années, le montant individuel de chacune d'elles, le nom et la circonscription du bénéficiaire de la subvention, ventilé par année, pour chacune des subventions additionnelles suivantes :
 - i. Municipalités dont la population est inférieure à 2500 habitants;
 - ii. Régions éloignées;
 - iii. Aide temporaire à l'occupation du territoire (AOT);
 - iv. Subvention pour l'adaptabilité du logement (SUAL);
 - v. Subvention pour adaptation de domicile (SAD);
 - vi. Participation au programme Rénovation Québec (PRQ).
15. Dans le cadre du programme Allocation-logement en faveur des personnes âgées et des familles, indiquer :
- a. la ventilation détaillée des budgets des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
 - b. pour ces années, le nombre de personnes âgées, de personnes seules et de familles à faible revenu qui ont bénéficié de l'allocation-logement, et le nombre, de même que la répartition par région des personnes âgées, des personnes seules et des familles à faible revenu bénéficiant de l'allocation-logement.
16. Dans le cadre du Programme d'habitation abordable du Québec, indiquer:
- h. le montant global, ventilé par volet du programme et par projet, des subventions en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
 - i. le nombre total, ventilé par année et par volet du programme, de logements planifiés ou réalisés en vertu de ce programme, ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
 - j. le nombre total, ventilé par année, de logements destinés aux personnes en situation d'itinérance planifiés ou réalisés en vertu de ce programme, ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
 - k. ventilée par circonscription électorale, la liste des municipalités, organismes ou entreprises qui ont bénéficié d'une subvention en 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027. Indiquer, pour chacun, le montant de ladite subvention;
 - l. le nombre de logements communautaires créés, ventilé par année et par circonscription électorale, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
17. Ventilation, par programme, du soutien financier apporté à la SHQ et des sommes provenant du gouvernement fédéral pour les exercices des 10 dernières années, et les prévisions pour 2026-2027.
18. Sommaire des montants versés, par programme et par circonscription électorale, depuis les 10 dernières années, et les prévisions pour 2026-2027.

19. État de situation concernant les négociations avec le gouvernement fédéral, notamment quant au renouvellement des ententes pour les programmes à frais partagés, ainsi qu'au sujet du transfert au Québec de l'ensemble des programmes fédéraux. À propos de ces deux dossiers, fournir une copie des documents, analyses ou notes, ainsi qu'une liste des rencontres tenues, incluant la date et les personnes participantes, depuis les cinq dernières années.
20. État complet et détaillé de la situation des coopératives d'habitation gérées par la SHQ à travers le Québec (nombre, financement des rénovations) pour l'année 2025-2026, et les prévisions pour 2026-2027.
21. État de situation dressé par la SHQ concernant les coopératives d'habitation pour lesquelles les ententes avec le gouvernement fédéral sont arrivées ou arriveront à échéance en 2026-2027, et portrait de la situation pour les années à venir. Tableau présentant l'impact financier de la fin des conventions pour ces coopératives.
22. Nombre de projets et nombre d'unités de logement en attente de financement ou d'une autorisation de la SHQ en 2025-2026, et les prévisions pour 2026-2027.
23. État de situation sur les transferts de responsabilité vers les villes et les MRC de programmes administrés par la SHQ.
24. Ventilation, par programme et par ville, des sommes allouées aux villes pour les programmes d'amélioration de l'habitat pour les 10 dernières années, et les prévisions pour 2026-2027.
25. Ventilation, par programme et par organisme, des sommes allouées aux organismes à but non lucratif pour les programmes d'amélioration de l'habitat pour les 10 dernières années, et les prévisions pour 2026-2027.
26. Ventilation, par programme et par institution d'enseignement, des sommes allouées aux institutions d'enseignement pour les programmes d'amélioration de l'habitat pour les 10 dernières années, et les prévisions pour 2026-2027.
27. État de situation au sujet de l'itinérance au Québec et sommes versées par la SHQ pour ce dossier depuis les cinq dernières années.
28. Nombre d'unités de logement neuves qui ont été construites, par circonscription électorale, au cours des 10 dernières années, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
29. Nombre d'unités de logement social qui ont été construites, par circonscription électorale, au cours des 10 dernières années, ainsi que les prévisions concernant le nombre d'unités de logement et les montants pour 2026-2027.
30. Liste de tous les programmes d'aide financière sous la responsabilité de la SHQ et des offices municipaux d'habitation en vigueur depuis les 10 dernières années, ainsi que les prévisions pour 2026-2027, en indiquant pour chacun d'eux les sommes dévolues et leur ventilation détaillée, les sommes effectivement engagées et le solde disponible, s'il y a lieu. Indiquer également le nombre total de ménages aidés.
31. Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation. Identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les quatre années précédentes. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu :
 - a. SBL Public – régulier;
 - b. SBL Public – Inuit;
 - c. SBL Public – Inuit (Plan Nord – 300 logements);
 - d. SBL Privé – Autochtones (urbains et ruraux);
 - e. SBL Privé – régulier et spécial;
 - f. Aide aux organismes communautaires;
 - g. Supplément au loyer;
 - h. Supplément au loyer spécial;
 - i. Allocation-logement;
 - j. Achat Rénovation;
 - k. AccèsLogis Québec;
 - l. Programme d'habitation abordable du Québec;
 - m. Aide d'urgence aux ménages sans logis;

- n. Adaptation de domicile (PAD);
 - o. Logements adaptés pour aînés autonomes;
 - p. RénoVillage;
 - q. RénoRégion
 - r. Réparation d'urgence;
 - s. Amélioration des maisons d'hébergement;
 - t. Revitalisation des vieux quartiers;
 - u. Pyrrhotite;
 - v. Rénovation Québec;
 - w. Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord;
 - x. Accession à la propriété et rénovation Kativik – Anciennes unités;
 - y. Programme spécial de rénovation – Kitcisakik;
 - z. Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec;
 - aa. Appui au développement de l'industrie de l'habitation.
32. Ventilation, pour les programmes Rénovation Québec, Revitalisation des vieux quartiers, RénoVillage et le PAD, pour chacune des circonscriptions électorales et MRC, du nombre de logements rénovés qui ont fait l'objet d'une subvention de la SHQ. Inclure la ventilation de l'aide versée par les municipalités en 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
33. Ventilation, par municipalité, des délais de prise en charge des demandes du PAD depuis 2012 :
- a. date de réception de la demande par la SHQ;
 - b. date du traitement par la SHQ;
 - c. date de la transmission à la municipalité;
 - d. nombre de demandes en attente d'une évaluation par un ergothérapeute;
 - e. nombre en attente d'une soumission;
 - f. délai entre la demande à la SHQ et la fin des travaux.
34. Liste de tous les centres de services mis en place par la SHQ : fonction, financement, budget, objectifs, nombre de personnes employées dans chacun de ces centres, projets réalisés, en cours de réalisation ou prévus.
35. État de situation et ventilation, par municipalité, des listes d'attente pour les HLM en 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
36. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés de la SHQ. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité, ainsi que le coût total pour l'année 2025-2026. Prévisions pour 2026-2027.
37. Présentation détaillée des coûts moyens engendrés pour la construction d'un logement, ventilés par région et selon les différents programmes de la SHQ en matière de construction de logements sociaux, en 2025-2026.
38. Toutes les études et statistiques disponibles sur le manque de logements et les logements non adaptés aux besoins, depuis les 10 dernières années, par région. Si disponible, subdiviser les statistiques par :
- a. Le type de ménage (personne seule, couple, famille avec un enfant, etc.);
 - b. Le sexe;
 - c. L'âge;
 - d. Le revenu;
 - e. La région;
 - f. La fonction (ressources pour femmes victimes de violence conjugale, logements adaptés, etc.).
39. La ventilation, par région, des taux d'inoccupation des logements pour les 10 dernières années.
40. La proportion, par région, de logements utilisés pour de l'hébergement touristique, par année, pour les 5 dernières années.
41. La proportion, par région et grande ville, de locaux commerciaux vacants, par année, pour les 10 dernières années.
42. Financement du déficit d'exploitation des HLM

43. Selon le dernier rapport financier de la SHQ, quel est le coût moyen d'exploitation d'un logement HLM au Québec, ventilé par poste de dépenses et de revenus ?
44. Quel est le déficit d'exploitation annuel du parc HLM au Québec de 2018 à aujourd'hui et quelle a été la contribution de chaque palier de gouvernement à celui-ci ?
45. Quel montant supplémentaire annuel la SHQ a-t-elle dû assumer pour le déficit d'exploitation en raison de la fin des ententes de financement avec la SCHL pour les années 2018 à aujourd'hui ?
46. Quel montant supplémentaire annuel la SHQ prévoit-elle devoir assumer pour le déficit d'exploitation en raison de la fin des ententes avec la SCHL pour les années 2023 à 2028 ?
47. La SHQ aura-t-elle besoin de mettre en place un programme spécifique pour assumer le déficit d'exploitation des HLM suite au retrait du fédéral ? Si oui, où en sont les démarches et l'échéancier pour formuler un tel programme ?
48. Est-il dans les scénarios de la SHQ d'augmenter la contribution des locataires du parc HLM pour compenser le retrait du financement fédéral au déficit d'exploitation ?

Rénovation du parc HLM

49. La SHQ a-t-elle tentée de négocier avec la SCHL une entente pluriannuelle pour déterminer les budgets disponibles pour la rénovation des HLM (RAM régulier) pour les années à venir ? Si oui, quels ont été les résultats ?
50. Quelles sont les données les plus récentes du bilan de santé des immeubles (BSI), avec les cotes de vétusté, par immeuble et par logement, ainsi que les montants estimés pour chacun des 149 offices d'habitation et pour chacune des régions du Québec ?
51. Selon l'état de santé du parc HLM régulier dont dispose la société, quels montants sont nécessaires en 2026-2027 pour ramener à un niveau acceptable, soit la cote C, l'ensemble du parc HLM ? Peut-on ventiler ces sommes pour les immeubles toujours sous convention et pour ceux maintenant hors convention ?
52. Comment la SHQ a-t-elle utilisée les sommes prévues au volet deux de l'ECQL pour chacune des années de l'entente incluant 2025-2026 ?
53. Sur quoi se fonde l'argument de la SHQ à l'effet qu'elle n'a pas pu utiliser la majeure partie des sommes du volet deux de l'EQCL au profit de la rénovation des HLM en raison des spécifications contenues dans l'entente ?
54. À l'intérieur des paramètres de son programme de rénovation des HLM, la SHQ compte-t-elle : 1- permettre aux offices d'habitation d'inclure des travaux de modernisation des immeubles pour tenir compte des besoins des personnes à mobilité réduite (ouvre-porte, rangement des quadri-porteurs, rampes, salle de lavage sur les étages, etc.) ; 2- permettre des aménagements extérieurs pour répondre aux besoins des familles avec enfants ; 3- poursuivre des objectifs de développement durable ?
55. Le programme permettra-t-il de fournir un engagement budgétaire pluriannuel aux pour favoriser la planification des travaux ?
56. Comment la SHQ compte-t-elle accorder une priorité dans l'attribution des fonds aux immeubles ayant les pires cotes de vétusté ?
57. État de situation concernant les logements sociaux annoncés pour les personnes en situation d'itinérance. Prévisions pour 2026-2027.

Autres

58. Quel est le nombre de demandeurs de HLM par région au Québec selon les données les plus récentes de la SHQ ?

59. Au sens de la loi de la SHQ, chaque office d'habitation a l'obligation de mettre en place un comité consultatif de résidents. Combien d'offices ont un comité consultatif des résidents ? Cette obligation fait-elle partie des vérifications menées auprès des offices par la SHQ ?
60. Combien de logements ont été attribués en 2025-2026 à des ménages demandeurs dépassant les PRBI de leurs régions ? Ventiler par office ?
61. Quels résultats ont été obtenus en matière de regroupement des offices en 2025-2026 ?
62. Dans chacun des 8 programmes de suppléments au loyer financés par la SHQ, combien d'unités de PSL sont non utilisés ?
63. Pour le programme RénoRégion, la liste des demandes reçues au cours des cinq dernières années ainsi que pour 2025-2026 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé par municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus.

1. Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement par le biais du discrétionnaire du ministre depuis les cinq dernières années, ainsi que le montant qu'ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé chacun d'eux.

Sans objet

2. Indiquer les sommes dépensées depuis les cinq dernières années par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information ainsi que les prévisions pour 2026-2027. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
-

La réponse est fournie à la question 2 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle, Volet-Habitation.

3. Tous les documents et échanges avec le gouvernement fédéral concernant les projets et les montants prévus en habitation pour le Québec, concernant notamment l'entente possible entre Ottawa et Québec dans le cadre de la *Stratégie nationale sur le logement* sur le territoire et l'entente concernant le Fonds pour accélérer la construction de logements.

Sans objet

4. Tous les documents et échanges avec les gouvernements municipaux concernant le recensement d'espaces inoccupés dans les villes et municipalités du Québec et la participation du ministère à ceux-ci.

Sans objet

5. Tous les documents, notes, rapports, mémoires ou correspondance concernant les effets potentiels de l'abolition de la taxe de vente sur les matériaux de construction.

Sans objet

6. Nombre de régisseurs depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.

Au 31 janvier 2026, le nombre de membres du Tribunal excluant les membres assignés à des fonctions administratives de président et vice-président :

2025-2026
56 ¹

¹ Dont 5 membres à temps partiel

7. Nombre moyen de causes entendues par le régisseur depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
-

La réponse est fournie à la question 8 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle, Volet-Habitation.

8. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs, et ce, par type de cause.
-

La réponse est fournie à la question 9 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle, Volet-Habitation.

9. Statistiques sur les activités du Tribunal administratif du logement, ventilées par région, pour les 5 dernières années, en indiquant :
- a) la nature des recours intentés, triés par type de recours;
 - b) le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête;
 - c) le nombre de décisions rendues;
 - d) les délais entre le dépôt de la requête et l'audition;
 - e) les délais entre l'audition et la signification de la décision;
 - f) le nombre de décisions contestées;
 - g) le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées;
 - h) le nombre de forclores.
-

La réponse est fournie à la question 10 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle, Volet-Habitation.

10. Nombre de requêtes déposées pour éviction pour subdivision, agrandissement substantiel ou changement d'affectation d'un logement.
-

La réponse est fournie à la question 8 des renseignements particuliers requis par la deuxième opposition, Volet-Habitation.

11. Nombre de requêtes déposées en fixation du loyer, ventilées par région, pour les 5 dernières années.

La réponse est fournie à la question 15 des renseignements particuliers requis par la seconde opposition, Volet-Habitation.

12. Bilan des actions et des montants attribués à la promotion des droits des locataires et des locateurs au cours des cinq dernières années, et les montants prévus pour 2026-2027.

Le Tribunal administratif du logement ne fait pas la promotion des droits des locataires et des locateurs. L'un de ses éléments de mission est d'informer les citoyens sur les droits et les obligations découlant des relations entre locateurs et locataires.

Le Tribunal administratif du logement donne accès à une information neutre et de qualité permettant aux citoyens de connaître leurs droits et obligations à titre de locataires ou de locateurs. Les renseignements sont donnés par téléphone, par courriel, par courrier, sur le site Web ou encore en personne dans les 26 bureaux et les 4 points de service répartis sur le territoire.

Canal	2025-2026¹
Téléphone	914 409 appels
Entrevues et visiteurs	78 142
Courriel-Courrier postal-Télécopie	217 819
Internet	3 197 598 sessions 1 072 695 visiteurs uniques
Webinaires	3 219 abonnés
Médias sociaux	6 418 abonnés
Infolettre	1 179 abonnés

¹Données extraites au 31 janvier 2026

Le coût de revient pour l'exercice financier 2025-2026 n'est pas disponible en date du 31 janvier 2026.

13. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Tribunal administratif du logement depuis les cinq dernières années. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).
<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/depensesDuTal.asp>